

# DOCUMENT D'AUTOÉVALUATION D'UNE FORMATION DU 3<sup>E</sup> CYCLE

## EVALUATION DE LA FORMATION DOCTORALE MENEÉE DANS LE PÉRIMÈTRE DE L'ED 483 SCIENCES SOCIALES

— **CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2025-2026**  
**VAGUE A**

## SOMMAIRE

TABLE DES ACRONYMES ET TABLEAU DES UNITES DE RECHERCHE ASSOCIEES A LA FORMATION DOCTORALE .....	3
Table des acronymes.....	3
Tableau des 20 structures de recherche associées à la formation doctorale .....	4
INTRODUCTION .....	5
DOMAINE 1 : LA POLITIQUE DE LA FORMATION DOCTORALE MENÉE DANS LE PÉRIMÈTRE DE L'ÉCOLE DOCTORALE .....	7
Référence 1 : .....	7
Référence 2 : .....	15
Référence 3 : .....	17
Référence 4 : .....	21
Référence 5 : .....	24
DOMAINE 2 : LES DISPOSITIFS DE FORMATION, D'ACCUEIL ET D'ENCADREMENT DES DOCTORANTS .....	27
Référence 6 : .....	27
Référence 7 : .....	28
Référence 8 : .....	30
DOMAINE 3 : LE PARCOURS DES DOCTORANTS DE LA FORMATION DOCTORALE.....	34
Référence 10 : .....	34
Référence 11 : .....	34
Référence 12 : .....	36
DOMAINE 4 : LE PILOTAGE ET L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LA FORMATION DOCTORALE.....	40
Référence 13 : .....	40
Référence 14 : .....	41
DOMAINE 5 : LES ORIENTATIONS MAJEURES POUR LE PROCHAIN CONTRAT QUINQUENNAL .....	43

## TABLE DES ACRONYMES ET TABLEAU DES UNITES DE RECHERCHE ASSOCIEES A LA FORMATION DOCTORALE

### Table des acronymes

AAP : Appel A Projets

ADUM : Accès Doctorat Unique Mutualisé (système d'information et de gestion des ED dont l'utilisation a remplacé en 2023, sur le site Lyon Saint-Etienne, celle de SIGED).

ANR : Agence Nationale de la Recherche

BAUHAUS4EU : Alliance d'Universités Européennes, lauréate de l'appel Erasmus+ 2024 dont est membre l'Université Lyon 2

CDSN : Contrats Doctoraux Spécifiques Normaliens

CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique

CNU : Conseil National des Universités

COMUE UdL : Communauté d'Universités et Etablissements Université de Lyon

CSI : Comité de Suivi Individuel de thèse

ECTS : European Credit Transfer and accumulation System

ED : Ecole Doctorale

ED 483 (ScSo) : Ecole Doctorale Sciences Sociales

ED 484 (3LA) : Ecole Doctorale Lettres Langues Linguistique Arts

ED 485 (EPIC) : Ecole Doctorale Education Psychologie Information Communication

ED 486 (SEG) : Ecole Doctorale Sciences Economiques et de Gestion

EFE : Ecoles Françaises à l'Etranger

EUR H<sub>2</sub>O Lyon : Ecole Universitaire de Recherche des sciences de l'eau et des hydrosystèmes

HAL SHS : Plateforme d'archive ouverte Hyper Article en Ligne Sciences de l'Homme et de la Société

HDR : Habilitation à Diriger des Recherches

IAL : International Advanced Laboratory

ISERL : Institut Supérieur d'Etude des Religions et de la Laïcité (Fédération de recherche)

LabEx IMU : Laboratoire d'Excellence Intelligences des Mondes Urbains

LYSIERES<sup>2</sup> : LYon Saint-Étienne Recherche et Expérimentation sur les Sciences avec et pour la Société (projet labellisé « Sciences avec et pour la société » par le MESRI)

MESRI : Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

MOM : Maison de l'Orient et de la Méditerranée (Fédération de recherche)

MSH LSE : Maison des Sciences sociales et des Humanités Lyon Saint-Etienne (Unité d'Appui et de Recherche)

ORCID : Open Researcher and Contributor ID

PEPR : Programmes et Equipements Prioritaires de Recherche

PIA : Programme d'Investissements d'Avenir

+ARTS (Arts Recherche, Territoires, Savoirs) : Graduate School de l'Université de Saint-Etienne

PROSFER : Programme de formation pré-doctorale de l'ENS de Lyon avec l'Université Normale de la Chine de l'Est (ECNU)

RGPD : Règlement Général sur la Protection des Données

RIDAAD : Rencontres interdisciplinaires doctorales de l'architecture et de l'aménagement durables

RNCP : Répertoire National des Certifications Professionnelles

RQTH : Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé

SATT : Société d'Accélération du Transfert de Technologies

Shape-Med@Lyon : *Structuring one Health Approach for Personalized Medicine in Lyon* (projet lauréat du PIA 4 de France 2030)

SIGED : Système d'Information et de Gestion des Ecoles Doctorales (remplacé par ADUM en 2023)

UMR : Unité Mixte de Recherche

UR : Unité de recherche

USR : Unité de Service et de Recherche

VAE : Validation des Acquis de l'Expérience

VSS : Violences Sexistes et Sexuelles

### Tableau des 20 structures de recherche associées à la formation doctorale

	Acronyme	Nom	Etablissements tutelles (en gras, ceux associés au périmètre de la formation doctorale en sciences sociales)
UMR 5138	ArAr	Archéologie et Archéométrie	<b>CNRS, U. Lyon 1, U. Lyon 2</b>
UMR 5133	Archéorient	Archéorient	<b>CNRS, U. Lyon 2</b>
UR	CGN	Centre Gabriel Naudé	<b>ENSSIB</b>
UMR 5648	CIHAM	Histoire, Archéologie, Littératures des mondes chrétiens et musulmans médiévaux	<b>CNRS, EHESS, U. Avignon, ENS, U. Lyon 2, U. Lyon 3</b>
UMR 5283	CMW	Centre Max Weber	<b>CNRS, ENS, U. Lyon 2, U. Saint-Etienne</b>
UMR 5600	EVS	Environnement Ville Société	<b>CNRS, ENS, ENSAL, ENTPE, INSA Lyon, U. Lyon 2, U. Lyon 3, U. Saint-Etienne</b>
UMR 5189	HiSoMa	Histoire et Sources des Mondes Antiques	<b>CNRS, ENS, U. Lyon 2, U. Lyon 3, U. Saint-Etienne</b>
UMR 5062	IAO	Institut d'Asie Orientale	<b>CNRS, ENS, IEP Lyon, U. Lyon 2</b>
UMR 5317	IHRIM	Institut d'histoire des représentations et des idées dans les modernités	<b>CNRS, ENS, U. Clermont-Auvergne, U. Lyon 2, U. Lyon 3, U. Saint-Etienne</b>
USR	IRAA	Institut de Recherche sur l'Architecture de l'Antiquité	<b>CNRS, U. Aix-Marseille, U. Lyon 2, U. Pau et Pays de l'Adour</b>
UR	LADEC	Laboratoire d'Anthropologie des Enjeux Contemporains	<b>U. Lyon 2</b>
UMR 5593	LAET	Laboratoire Aménagement Economie Transports	<b>CNRS, ENTPE, U. Lyon 2</b>
UMR 5190	LARHRA	Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes	<b>CNRS, ENS, U. Lyon 2, U. Lyon 3, U. Grenoble</b>
UMR 8584	LEM	Laboratoire d'Etudes sur les monothéismes	<b>CNRS, U. Saint-Etienne</b>
UR	LER	Laboratoire d'Etudes Rurales	<b>U. Lyon 2</b>
UR	Magellan	Laboratoire de recherche Magellan	<b>U. Lyon 3</b>
UMR 5206	Triangle	Action, Discours, Pensée politique et Economique	<b>CNRS, ENS, IEP Lyon, U. Lyon 2, U. Saint-Etienne</b>
FED 4147	ISERL	Institut Supérieur d'Etude des Religions et de la Laïcité	
FR 3747	MOM	Maison de l'Orient et de la Méditerranée	
UAR 2000	MSH-LSE	Maison des Sciences sociales et des Humanités Lyon Saint-Etienne	

## INTRODUCTION

La formation doctorale menée dans le périmètre de l'ED 483 Sciences Sociales concerne un grand nombre d'acteurs du site Lyon Saint-Etienne : 7 établissements co-accrédités et 2 établissements associés, la COMUE Université de Lyon, l'Ecole Doctorale Sciences Sociales, 20 structures de recherche (dont 12 UMR, 4 UR, 1 USR, 1 UAR, 2 fédérations de recherche), 504 doctorant.es en 2023-2024, 249 HDR, relevant de 7 mentions de doctorat (cf. Annexe 1).

Les priorités stratégiques des années 2019-2020 à 2023-2024 ont toutes visé à garantir et renforcer la qualité de la formation et du suivi des doctorant.es, sachant que la précédente évaluation HCERES avait identifié comme premier point fort « l'excellence de l'adossement renforcée par un périmètre d'unités de recherche exerçant un réel encadrement doctoral ». Cet objectif s'est manifesté par de nombreuses actions coordonnées entre les établissements, l'ED et les structures de recherche. Les principales actions ont consisté à :

- Renforcer la qualité de l'accueil des doctorant.es : réunions de rentrée (dans les établissements, les laboratoires, à l'ED), accueil physique et équipement matériel dans les structures de recherche / par les établissements.
- Renforcer le suivi des doctorant.es en articulant le plus étroitement possible les actions des laboratoires de recherche et de l'ED : organisation des comités de suivi individuel de thèse (CSI) par les laboratoires selon une procédure définie par l'ED en concertation avec eux ; extension des CSI à la 1<sup>ère</sup> année de thèse (à la suite de la modification en 2022 de l'arrêté du 25 mai 2016) ; mise en place en 2023 d'une fiche pour les réinscriptions dérogatoires ; limitation en 2024 du nombre maximal d'encadrements (passé de 10 à 8) ; valorisation des co-directions ; suivi rapproché (via les CSI et des rencontres *ad hoc*) des doctorant.es en difficulté.
- Homogénéiser les pratiques administratives d'entrée et de suivi dans les différents établissements, malgré le retour en 2021 de la diplomation aux établissements : harmonisation par l'ED du dossier de candidature en doctorat ; harmonisation par l'ED et les établissements des attendus à l'étape d'inscription dans le cadre du passage de la plateforme SIGED à ADUM ; harmonisation de la charte du doctorat et de la convention individuelle de formation ; élaboration par l'ED d'un livret de CSI commun à toutes les unités de recherche ; refonte du règlement intérieur de l'ED.
- Poursuivre la diversification des sources de financement doctoral, en développant le soutien des doctorant.es dans leur candidatures (CIFRE, réponses à appel à projets), en développant les partenariats de recherche extérieurs.
- Réduire le nombre de longues thèses et viser une diminution de la durée moyenne des thèses : mise en place d'un formulaire de demande d'inscription dérogatoire ; suivi rapproché des longues thèses de façon à les faire aboutir en soutenance.
- Veiller à la formation à l'intégrité scientifique, proposer une offre de qualité et la plus diversifiée possible de formations, malgré le peu de moyens financiers propres à l'ED et la diminution du budget de l'Université de Lyon.
- Maintenir l'esprit collégial de la communauté « Sciences Sociales » sur le site Lyon Saint-Etienne, avec une organisation collégiale de l'ED transversale aux mentions de doctorat et aux établissements (conseil de l'ED, commissions d'inscription et de réinscription, jurys de l'ED) permettant de réfléchir ensemble aux formats de thèse (prise en compte de l'interdisciplinarité, promotion des co-directions nationales et internationales, réflexion sur les thèses en VAE et les thèses sur projets, etc.) et à la formation doctorale.
- Maintenir un rôle important délégué aux commissions pédagogiques des sept mentions de doctorat (rassemblant l'ensemble des personnels HDR du site, quels que soient leurs établissements et leurs unités de recherche de rattachement) pour ce qui concerne l'évaluation des projets de thèse.
- Favoriser et valoriser l'interdisciplinarité via les réseaux et fédérations de recherche attachés à l'ED (Maison des Sciences Sociales et des Humanités Lyon Saint-Etienne, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, Institut Supérieur d'Etude des Religions et de la Laïcité), la tenue de colloques interdisciplinaires, l'organisation de journées de réflexion sur le thème même de l'interdisciplinarité, la labellisation par l'ED des événements scientifiques pouvant faire l'objet de validation de formations,

la composition pluridisciplinaire des CSI et des jurys de thèse, le développement des co-directions de thèse.

- Valoriser l'internationalisation de la formation doctorale : signature de conventions cadres de co-tutelle à l'échelle des établissements ; accompagnement dans la mise en place de co-tutelles individuelles ; financement de la mobilité internationale des doctorant.es de l'ED (via les établissements, les unités de recherche, les co-financements de l'ED) ; soutien à la présence de collègues étrangers dans les jurys de thèse ; fléchage par certains établissements de contrats doctoraux à l'international.

**Le présent document d'auto-évaluation DAE 31 rendra précisément compte de ces différentes actions sur la période 2019-2024, en suivant la trame proposée par le HCERES, avant de fixer son projet pour la période 2025-2030.**

Ce document a été établi après de nombreux échanges, de novembre 2024 à juin 2025, entre la direction de l'ED, les directions des structures de recherche, les présidences et services-recherche des établissements co-accrédités et associés, le service des études doctorales de l'Université de Lyon, le collège doctoral du site. Pour ce qui concerne la seule activité de l'ED, les lignes de bilan et de projet ont été discutées entre la direction de l'ED, les responsables des sept mentions de doctorat et les directions d'unités de recherche, dans les conseils d'ED, et dans le cadre d'un groupe de travail *ad hoc* réuni au cours des huit mois considérés.

**Le document DAE 32** a été établi en partenariat entre la direction de l'ED et la responsable du service des Etudes doctorales & HDR de la Direction de la Recherche et des Écoles Doctorales de l'Université Lyon 2, établissement support de l'ED. Les données sont issues des différents services de la recherche des établissements du site et de l'Université de Lyon, des services de documentation de l'Université Lyon 2, des plateformes SIGED et ADUM.

Ci-après **la liste des documents ayant valeur de preuve** qui seront mis à disposition :

- Annexe 1 Présentation du périmètre de la formation doctorale.
- Annexe 2 Catalogue 2023-2024 des formations transversales de l'Université de Lyon.
- Annexe 3 Catalogue 2024-2025 des modules de formation transversale de la Coordination doctorale de Saint-Etienne.
- Annexes 4 Chartes du doctorat des établissements ENS de Lyon (4.1), ENSAL (4.2), ENTPE (4.3), INSA de Lyon (4.4), Univ. Lyon 2 (4.5), Univ. Lyon 3 (4.6), Univ. Saint-Etienne (4.7) (nb : toutes ces chartes comportent une partie commune - Charte du doctorat commune aux établissements du site Lyon - St Etienne membres et associés de la COMUE Université de Lyon – et éventuellement un avenant).
- Annexe 5 Notice de composition et d'organisation des Comités de Suivi Individuel des thèses (février 2023).
- Annexe 6 Livret de suivi (support à l'entretien et au rapport du CSI) (version 2023)
- Annexe 7 Formulaire de demande de réinscription dérogatoire 2023-2024 de l'Ecole Doctorale Sciences Sociales.
- Annexe 8 Portfolio ED 483 Exemple anonymisé.
- Annexe 9 Règlement intérieur de l'Ecole Doctorale Sciences Sociales (novembre 2024).
- Annexe 10 Compositions du conseil de l'ED en 2024 et des jurys de l'ED en 2021

**A compléter :**

- Présentation des compétences visées par la formation doctorale
- Fiche de la qualité du devenir professionnel des docteurs inscrits dans l'école doctorale
- Questionnaire d'évaluation de la formation doctorale dans toutes ses dimensions

**Le présent document n'est pas entièrement terminé à la date de son dépôt auprès de l'Université Lyon 2. L'analyse SWOT finale (dernière page du document) sera établie, en conseil de l'ED le 27 mai 2025, sur la base des retours des établissements.**

## DOMAINE 1 : LA POLITIQUE DE LA FORMATION DOCTORALE MENÉE DANS LE PÉRIMÈTRE DE L'ÉCOLE DOCTORALE

Référence 1 : La formation doctorale\* élaborée et mise en œuvre dans le périmètre de l'école doctorale est cohérente avec le positionnement et la stratégie de l'établissement.

- C1. Le périmètre de l'école doctorale, duquel relève la formation doctorale, couvre un ou plusieurs domaines scientifiques déclinés chacun en une ou plusieurs spécialités de doctorat et adossés aux axes scientifiques d'unités de recherche de qualité et reconnues, qui lui sont rattachées.

**Le périmètre de l'ED Sciences Sociales est large. Numériquement, il concerne 279 doctorantes et 225 doctorants (Données DC 1a et 1b), soit un total de 504 doctorant.es en 2023-2024, 249 HDR (Donnée DC 4a) dont 162 dirigeant une thèse ou plus (Donnée DC 4b) ; c'est le deuxième périmètre d'ED par la taille sur le site Lyon Saint-Etienne et au sein de la COMUE Université de Lyon. 351 thèses ont été soutenues dans ce cadre sur les années civiles 2020 à 2024 (802 depuis 2014) (Donnée DC 8). Parmi les 504 doctorant.es en 2023-2024, 208 sont en co-direction (41,3 %), 56 sont en-cotutelle (11,1 %).**

**Institutionnellement, ce périmètre recouvre une école doctorale (créée en 2008), 7 établissements co-accrédités** (par ordre décroissant du nombre de doctorant.es inscrit.es en 2023-2024 : l'Université Lumière Lyon 2, l'Université Jean Moulin Lyon 3, l'Ecole Normale Supérieure de Lyon, l'Université Jean Monnet Saint-Etienne, l'Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat, l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon, l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon) **et 2 établissements associés** : l'Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques (ENSSIB), l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon (Sciences Po Lyon). L'établissement support de l'ED est l'Université Lumière Lyon 2. Le périmètre couvre aussi **20 structures de recherche : 12 Unités Mixtes de Recherche** (ArAr, Archéorient, CIHAM, CMW, EVS, HiSoMa, IAO, IHRIM, LAET, LARHRA, LEM, Triangle), **4 Unités de Recherche** (CGN, LADEC, LER, Magellan), **une Unité de Service et de Recherche** (IRAA), **deux fédérations** (Institut Supérieur d'Etude des Religions et de la Laïcité, Maison de l'Orient et de la Méditerranée) ainsi qu'une Unité d'Appui et de Recherche (UAR) : **la Maison des Sciences Sociales et des Humanités (ex-Maison des Sciences de l'Homme)** Lyon Saint-Etienne.

Le CNRS est impliqué à de nombreux titres dans la formation doctorale : via les 12 Unités Mixtes de Recherche, les plus de 60 chercheur.es encadrant des thèses et celles et ceux plus nombreux encore qui participent aux comités de suivi individuel de thèse, ses dispositifs internationaux IAL.

**Disciplinairement, le périmètre couvre deux domaines scientifiques : Sciences humaines et humanités** d'une part (294 des 504 doctorant.es en 2023-2024, soit 58,3%), **Sciences de la société** d'autre part (210 doctorant.es en 2023-2024). Les proportions de doctorant.es dans chaque domaine sont stables sur la période 2019-2024 (Donnée DC 3).

**Au sens disciplinaire plus étroit, ce périmètre recouvre sept mentions de doctorat : Architecture ; Ergonomie ; Géographie Aménagement Urbanisme ; Histoire Histoire de l'art ; Langues, histoire et civilisations des Mondes anciens dite « Mondes anciens » ; Science politique ; Sociologie Anthropologie.** Il couvre donc des disciplines qui, sur d'autres sites, relèvent d'écoles doctorales différentes, certaines mentions de doctorat ayant des périmètres couvrant eux-mêmes plusieurs disciplines au sens du CNU ou du CNRS (par exemple, Géographie Aménagement Urbanisme, Sociologie Anthropologie). Ce périmètre large n'empêche pas de constituer une communauté d'organisation et de réflexion scientifique.

**En termes organisationnels, cet esprit de communauté se décline dans les commissions et conseils de l'ED, dans les jurys d'attribution des contrats doctoraux (cf. Annexe 10),** où sont représentés les sept mentions de doctorat et les établissements et où les décisions sont prises de façon collégiale, transversale aux mentions. L'« esprit collégial de la gouvernance » de l'ED, mis en avant dans la précédente évaluation HCERES, a donc été entretenu.

L'esprit de communauté tient aussi à **une proximité de réflexion et de conception de la recherche au sein des sciences humaines et sociales, ce qui recouvre notamment un large consensus autour des attendus de la thèse** : un travail de recherche personnel aboutissant à la rédaction d'un mémoire original, selon un standard de manuscrit long même s'il est attendu qu'il soit plus réduit qu'il y a quelques années (soit un minimum de 300 pages), avec une confrontation individuelle à des terrains et une investigation



du champ bibliographique national et international dans la discipline. Conscients que la formation doctorale ne se résume pas au manuscrit original, les différents partenaires de l'ED valorisent aussi fortement le suivi de formations tout au long du cursus et la participation à des activités scientifiques (notamment communications, publications et enseignements universitaires) engagées dans une perspective de science ouverte. Le développement des interfaces science-société est aussi très valorisé.

Cet attachement commun à ce format de la formation doctorale permet de **réfléchir ensemble aux enjeux renouvelés des formats de thèse**. L'ED s'est positionnée favorablement par rapport aux thèses en VAE, rendues possibles dans certains des établissements co-accrédités (INSA de Lyon, Université Jean Monnet Saint-Etienne, Université Lumière Lyon 2). Elle est aussi très favorable au développement des co-directions de thèse (plus de 40 % des thèses en 2023-2024). Elle est très attentive au développement de thèses intégrées dans des programmes de recherche, et notamment aux conditions de travail et de production scientifique des doctorant.es concerné.es. Elle est en constante réflexion sur les thèses sur articles, dont le format ne paraît pas répondre aux standards attendus par les communautés disciplinaires du périmètre, sinon dans certains domaines (géographie physique notamment) de la mention Géographie Aménagement Urbanisme.

Ce point d'attachement transversal étant identifié, au regard de sa taille et de l'extension disciplinaire de son périmètre et parce que les attendus des sections du CNU d'une part, du CNRS d'autre part, peuvent être différents, **l'ED Sciences Sociales a retenu pour les décisions relevant de l'évaluation scientifique des projets de thèse, un mode d'organisation décentralisé, attribuant un rôle important aux commissions pédagogiques de chaque mention de doctorat**. Celles-ci rassemblent toutes les HDR du site Lyon Saint-Etienne, dans une mention de doctorat donnée, quels que soient leurs unités de recherche et leurs établissements de rattachement. Cette organisation permet de faire exister à l'échelle du site des « communautés disciplinaires » : chaque commission pédagogique de mention est ainsi un lieu propice pour discuter des attendus et des formats de la thèse (en lien avec les attendus de chaque section nationale du CNU et du CNRS), des enjeux de la direction de thèse (et des co-directions de thèse), de frontières de la discipline et de la pluri-disciplinarité, du format de l'HDR et de la formation des encadrant.es dans une discipline donnée. Ce choix permet aussi de réfléchir de façon transversale aux différents établissements du site Lyon Saint-Etienne, de développer et d'entretenir des liens entre les différent.es chercheur.es et enseignant.es-chercheur.es du site. Ces liens sont aussi entretenus via la composition des Comités de Suivi Individuels qui mobilise, en plus des doctorant.es et de leur direction de thèses, les collèges de différents établissements.

#### **Quelques données numériques sur les doctorant.es et les docteur.es**

Les effectifs de doctorant.es sont les suivants : **615 en 2019-2020**, 605 en 2020-2021, 591 en 2021-2022, 568 en 2022-2023, **504 en 2023-2024**. **Le taux de féminisation est stable sur la période 2019-2024 : les doctorantes représentent environ 55 % de l'effectif global** (cf. Données DC 1a et 1b).

**La tendance à la baisse des effectifs de doctorant.es est très nette et assez régulière** sur la période évaluée par le HCERES (une baisse globale de 18 %). Cette baisse s'inscrit en continuité avec la baisse sur la période précédente (17 % de 2013-2024 à 2018-2019). Elle se poursuit en 2024-2025. Elle concerne prioritairement les mentions de doctorat Mondes Anciens et Sociologie Anthropologie.

**Tableau de la répartition des effectifs par mention de doctorat sur la période 2019-2024**

	2019/2020	2020/2021	2021/2022	2022/2023	2023/2024	Variation 2019/2020 à 2023/2024
Architecture	12	14	14	11	10	-17%
Ergonomie	6	7	7	9	9	50%
Géographie Aménagement Urbanisme	119	119	113	110	99	-17%
Histoire Histoire de l'art	144	152	147	145	140	-3%
Mondes Anciens	91	81	82	74	57	-37%
Science politique	85	79	75	75	69	-19%
Sociologie Anthropologie	158	153	153	146	120	-24%
TOTAL	615	605	591	568	504	-18%



La baisse de l'effectif global a été particulièrement forte entre 2022/2023 et 2023/2024 du fait d'un nombre très important (96) de soutenances en 2023, beaucoup plus élevé que les années précédentes. C'est un effet de la politique visant à réduire le nombre de longues thèses (cf. infra).

La tendance à la baisse des effectifs s'observe aussi, de façon un peu plus mesurée (7,4 % entre 2019-2020 et 2023-2024, soit respectivement 81 et 75 primo-doctorant.es (cf. Données DC 2a)), à propos des primo-inscriptions. Plusieurs facteurs peuvent être identifiés pour expliquer ces baisses : une baisse d'attractivité du doctorat observée par ailleurs au niveau national (en relation avec la baisse du nombre de postes statutaires dans les milieux de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans tous les domaines scientifiques) ; un souhait des doctorant.es, des directions de thèse, de laboratoire, d'ED et d'établissement de privilégier les cursus avec un contrat doctoral dédié, sans que le nombre de financements ait augmenté.

- C2. La formation doctorale, qui comprend les activités menées par l'école doctorale, par les unités de recherche (UR) qui lui sont rattachées, par le collège doctoral et par les services d'appui de l'établissement en matière de formation à et par la recherche, d'expérience professionnelle du doctorant et d'encadrement doctoral, définit ses objectifs et ses débouchés, en cohérence avec les ambitions, les orientations scientifiques et les priorités thématiques de l'établissement.

**La formation doctorale articule étroitement les politiques et stratégies des sept établissements co-accrédités et deux établissements associés, de la COMUE Université de Lyon, de l'ED 483 Sciences Sociales, des vingt structures de recherche qui y sont associées.**

L'impulsion des neuf établissements co-accrédités et associés est essentielle, car :

- ceux-ci fixent des priorités en lien avec leur politique de recherche ;
- leurs engagements humains et financiers délimitent le champ des possibles (attribution des contrats doctoraux, dotations financières aux unités de recherche et à l'ED ; politique de soutien à l'activité scientifique et à la mobilité internationale des doctorant.es) ;
- ce sont eux qui (ré)inscrivent les doctorant.es et diplômement les docteur.es en dernière instance ;
- beaucoup de décisions relèvent de leurs présidence et/ou de leurs commissions recherche sur la base des avis des directions d'unités de recherche et de la direction de l'école doctorale.

#### **Lignes directrices de la politique doctorale commune 2019-2024 en Sciences Humaines et Sociales des établissements du site Lyon-Saint-Etienne, membres et associés de la COMUE Université de Lyon**

La politique doctorale des établissements a pour ambition de former à et par la recherche des scientifiques de haut niveau, professionnels hautement qualifiés, pour la société et le monde socioéconomique (prises de décision publique et privée), à travers l'acquisition de compétences de haut vol, en particulier transversales. Du fait du rôle majeur des doctorant(e)s dans la production de la recherche, l'objectif poursuivi est par ailleurs de développer une recherche d'excellence au sein des unités de recherche des établissements, en particulier sur les fronts de recherche. Tout cela participe au rayonnement des établissements aussi bien au niveau national qu'international.

Cette politique se décline suivant plusieurs axes, les modalités de réalisation étant définies par chaque formation doctorale en fonction de ses spécificités. Certains établissements peuvent, en fonction de leur politique, fléchir vers des thématiques définies d'un certain nombre des contrats doctoraux qu'ils financent, tout en laissant les écoles doctorales réaliser le recrutement.

Le premier axe concerne la qualité du doctorat qui recouvre (i) le parcours du doctorant : recrutement, individualisation du parcours, conditions matérielles et suivi du doctorant ; (ii) l'encadrement du doctorant ; (iii) la formation du doctorant ; (iv) la soutenance de thèse.

Le second axe porte sur l'internationalisation du doctorat afin de développer la capacité du docteur à exercer dans un environnement multiculturel et international. Cela recouvre l'accueil de doctorants venant de l'étranger, le soutien aux mobilités entrantes et sortantes ou l'internationalisation du doctorat à travers les modalités pédagogiques des thèses en cotutelle, à travers une collaboration étroite entre les formations doctorales et les établissements.

Par ailleurs, les établissements incitent les formations doctorales à promouvoir le doctorat auprès des formations masters et à valoriser le doctorat auprès de la société et du monde socio-économique, la construction par le doctorant d'un projet professionnel étant de nature à favoriser son intégration.

En complément de ces lignes directrices, rappelons **quelques éléments de la configuration institutionnelle locale sur la dernière période 2019-2024** : stabilité du périmètre et des attributions de l'ED ; mise à jour d'une « Charte du Doctorat commune aux établissements du site Lyon - St Etienne, membres et associés de la COMUE Université de Lyon » ; non aboutissement du projet institutionnel de l'IDEX puis de l'« université-cible » ; retour de la diplomation du doctorat aux établissements et signature par les doctorant.es d'un avenant à la charte du doctorat spécifique à leur établissement d'inscription. Ces éléments témoignent à la fois d'**éléments de convergence et de divergence** en matière de formation doctorale à l'échelle des différents établissements du site. Les principaux éléments de divergence tiennent aux conditions d'entrée de thèse (entrée en thèse soumise – ENS de Lyon, ENSAL, ENTPE, INSA de Lyon – ou non – Universités Lyon 2, Lyon 3, Saint-Etienne – à l'obtention d'un financement ; conditions de financement pour les réinscriptions dérogatoires). **Un enjeu fort du site a tout de même consisté et consiste à porter des exigences transversales, communes à tous les établissements et toutes les unités de recherche (souvent pluri-tutelles).**

A l'échelle de la formation dans le seul périmètre de l'ED Sciences Sociales, l'élaboration de la Charte commune du doctorat, l'accord sur le contenu des exigences en matière de formations doctorales à valider (nombre d'heures et contenu), la mise en place d'une même organisation des Comités de Suivi Individuel, le passage commun en 2023 de la plateforme SIGED à ADUM, la validation fin 2024 d'un nouveau règlement intérieur de l'ED (remplaçant celui d'avril 2018 et fixant notamment une même limite du nombre d'encadrements), témoignent que **l'enjeu de convergence a été partagé par tous les partenaires de la formation doctorale**. De ce point de vue, en écho à un point faible identifié par la dernière évaluation HCERES, on peut dire qu'il y a eu de **grands progrès du point de vue de l'harmonisation des pratiques administratives entre les établissements**.

A propos de **l'articulation de la formation doctorale aux orientations scientifiques et des priorités thématiques des établissements**, il faut d'abord préciser que sauf exception, les établissements du site Lyon Saint-Etienne n'ont pas défini de thématiques prioritaires pour les inscriptions en doctorat. Les exceptions tiennent à des contrats d'établissement fléchés vers l'international (chaque année, l'Université Lyon 2 fixe un nombre de contrats – deux à trois selon les années – qui doivent être spécifiquement orientés vers l'international (les conditions sont pour les candidats, d'avoir un terrain étranger où ils doivent se rendre, ou d'être de nationalité étrangère), des contrats liés à l'EUR H<sub>2</sub>O Lyon (dans le cadre du PIA), des contrats fléchés en lien avec les dispositifs Programmes et Equipements Prioritaires de Recherche (en 2024, l'Université Lyon 3 a attribué ainsi un contrat fléché, en lien avec l'Ecole de la transition écologique, de même que l'Université Lyon 2 avec le Living Lab Antares et le PEPR Solubiod), ou encore des contrats liés aux thématiques fixées par le ministère de la Culture (pour l'ENSAL) ou de la Transition Ecologique (pour l'ENTPE). Mais ce sont ici des exceptions par rapport au nombre global de contrats attribués – entre 15 et 23 sur les années civiles 2019 à 2024 –, auquel il faut ajouter les contrats doctoraux spécifiques normaliens – entre 3 et 10 par an sur les mêmes années –). Les contrats doctoraux sont donc très majoritairement attribués sur les seuls critères d'excellence scientifique du projet et du cursus académique des candidats. S'il n'y a pas de lien direct entre les thématiques des établissements, les critères d'attribution des contrats doctoraux et/ou les autorisations d'inscription en thèse, des liens existent du fait des contrats doctoraux reliés à des programmes de recherche, eux-mêmes inscrits dans les priorités des établissements et des structures de recherche.

**Concernant les orientations institutionnelles, il faut aussi préciser que des orientations de site sont en cours de discussion entre les établissements et l'Université de Lyon à travers les instituts thématiques et les réseaux disciplinaires.** Penser l'articulation entre ces instituts et réseaux d'une part, la formation doctorale d'autre part, sera assurément un des enjeux stratégiques de la prochaine période.

- C3. La formation doctorale est construite en articulation avec les formations du 2<sup>e</sup> cycle et, le cas échéant, avec les formations de santé du 3<sup>e</sup> cycle. Elle s'inscrit, le cas échéant, dans un programme de formation et de recherche qui intègre de façon coordonnée masters, formation(s) doctorale(s) et unité(s) de recherche.

Les liens entre les formations de 2<sup>e</sup> cycle du site et la formation doctorale sont étroits puisque celle-ci recrute pour deux tiers de ses doctorant.es (cf. Donnée DQT 1-3a : 48 doctorant.es sur 75 en 2023-2024) dans les mentions et parcours de master du site. Les mentions de master recrutent elles-mêmes à l'échelle régionale, voire nationale et internationale. Dans plusieurs domaines (archéologie, études islamiques, ergonomie, études de genre, ...) ou aires culturelles (Orient, Proche-Orient, Extrême-Orient) de spécialité sur le site, en lien avec certaines structures de recherche (IAO, MOM), les mentions de doctorat

s'appuient fortement sur les viviers de recrutement constitués en master. Deux programmes intégrés alimentent par ailleurs la formation doctorale : le programme EUR H<sub>2</sub>O Lyon et la Graduate School +ARTS (cf. infra, C7). Par exemple, en 2023-2024, trois nouvelles thèses ont été financées pour moitié par l'EUR H<sub>2</sub>O Lyon, en complément de financements ANR et CNRS (cf. Donnée DQT 1-3b). On précisera enfin que les écoles d'ingénieur.es (ENTPE, INSA de Lyon) ont mis en place des parcours spécifiques de sensibilisation des élèves ingénieur.es à la poursuite en doctorat.

- C4. La formation doctorale intègre l'apport de la pluridisciplinarité\* et de l'interdisciplinarité\* dans sa finalité et dans son contenu.

Si la structuration par mention de doctorat de la formation doctorale favorise les thèses disciplinaires, les acteurs de la formation doctorale entendent répondre aux divers enjeux de l'interdisciplinarité.

**Intégrer l'apport de l'interdisciplinarité passe d'abord par la possibilité faite aux étudiant.es de conduire des recherches doctorales à la croisée de disciplines relevant de mentions de doctorat différentes**, et aussi à des étudiant.es issu.es de masters interdisciplinaires structurés autour d'objets de recherche (par exemple, la ville et l'environnement urbain, la santé, l'eau) ou d'approches croisées (par exemple, les études sur le genre, les humanités numériques) de poursuivre leur formation en doctorat. Le développement de co-directions de thèse (avec des co-directeurs.trices dans deux disciplines, parfois deux écoles doctorales) est un des moyens valorisés pour encourager la recherche pluridisciplinaire : **en 2023-2024, 208 des 504 doctorant.es de l'ED sont en co-direction, soit 41,3 %**, et ce taux est passé à 45 % en 2024-2025. De même, la composition pluri-disciplinaire des comités de suivi individuel de thèse encourage le décroisement des approches épistémologiques et méthodologiques. De ce point de vue, **l'extension disciplinaire du périmètre de l'ED est clairement un atout pour permettre un encadrement pluri-disciplinaire des doctorant.es qui le souhaitent**.

On précisera ici que les systèmes d'information SIGED et ADUM ne permettent pas de quantifier les nombres de thèses interdisciplinaires, terme dont la délimitation peut être variable (sujets de thèse interdisciplinaires, encadrement par des co-directeurs relevant de sections CNU différentes) (cf. Données DQT 1-4a et 1-4b).

**Intégrer l'apport de l'interdisciplinarité conduit aussi à réfléchir et mettre en pratique l'interdisciplinarité au cœur de la recherche, ce qui passe par de multiples initiatives**. Rappelons d'abord que plusieurs structures de recherche adossées à l'ED sont pluridisciplinaires : Environnement Ville Société, Triangle, Laboratoire d'Etudes Rurales, par exemple pour les unités de recherche, mais aussi les fédérations de recherche (ISERL, MOM) et la MSH Lyon Saint-Etienne. La participation de ces dernières à la formation doctorale, via notamment l'organisation d'ateliers et l'appui aux recherches des doctorant.es (cf. infra, Référence C6), est un atout pour la formation à l'interdisciplinarité. On pense aussi aux laboratoires junior (cf. infra, Référence C6) qui permettent de la mettre en pratique. Les formations doctorales valorisent par ailleurs les activités scientifiques décroisées, via la labellisation par le conseil de l'ED des séminaires doctoraux interdisciplinaires (cf. infra, Référence C6).

**C5. La formation doctorale intègre les enjeux de la transition écologique, qui irriguent la posture et les travaux de recherche des doctorants, en cohérence avec le Plan climat-biodiversité et transition écologique de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.**

Les enjeux de la transition écologique irriguent de multiples manières les travaux de recherche doctoraux : délimitation des sujets de thèse, conduite des pratiques de recherche. Les titres de thèse sont tout d'abord éloquentes quant au développement de la prise en compte de ces enjeux. Ci-dessous la liste des 24 sujets en 1<sup>ère</sup> année de thèse en 2023/2024 (sur 75) se rapportant à ces questions.

Le suivi des changements de pratiques de mobilité. Quels enseignements pour encourager la mobilité durable ?
Gestion socio-environnementale d'aujourd'hui, et de demain, des aménagements hydroagricoles de la cuvette d'Andapa (Région SAVA, Madagascar).
La (re)production de l'urbain dans les plaines d'inondation. Approche multiscale basée sur les données du web des interactions humains-hydrosystèmes dans les grandes agglomérations.
Transitions professionnelles et conduite de projet en urbanisme transitoire.
Caractérisation des changements paysagers affectant les plaines alluviales soumises à l'urbanisation.
Rénover pour normaliser. La rénovation urbaine à Mayotte, produire la ville aux frontières de l'Etat.
Perceptions, actions et représentations des acteurs de la Saône face au changement climatique.

Les modalités d'accès aux services de l'eau et de l'électricité dans les quartiers précaires de Port-au-Prince : la contribution des ménages dans le faire la ville.

La transition écologique dans l'environnement urbain. Enquête sur les nouveaux outils de dissociation foncier-bâti dans les métropoles.

Etude de la végétalisation des pratiques alimentaires : mangeurs et associations porteuses des transitions agri-alimentaires autour des légumineuses.

Description et segmentation multi-échelles de séries et de classification à contrainte(s) spatiale(s) appliquées aux cours d'eau.

Gouverner la performance des plus pauvres. Diplomatie des indicateurs de la mine à l'heure de la transition écologique.

Scientifiques, experts, militants ? Le rôle des climatologues face à la crise climatique : trajectoires, institutions, controverses.

Les pratiques de mobilité en territoires périurbains à l'épreuve de la durabilité : analyse sociologique des stratégies de réduction de l'usage de l'automobile dans les discours et pratiques des résidents périurbains.

Des normes dans l'assiette : la cantine scolaire, entre production et réception du « bien manger ».

Modalités et dynamiques d'appropriation syndicales des enjeux environnementaux et écologiques : le cas de l'Union syndicale Solidaires.

Filières de recyclage des déchets métalliques à Sfax : approche d'écologie industrielle et territoriale.

La résilience des organisations du travail collectif agricole face aux chocs écologiques. Le cas des adhérents des CUMA face à la récurrence des sécheresses dans les Monts du Lyonnais.

La pollution aux PFAS dans la Vallée de la chimie lyonnaise : des mobilisations à la science participative.

Etude d'un dispositif de science participative à Oullins et Pierre-Bénite.

Les recompositions de la gestion et de la gouvernance territoriales des eaux face à la triple crise écologique, démocratique et de sensibilité au vivant : le cas de la sécheresse en moyenne montagne méditerranéenne.

Enquête historique sur « l'environnementalisation » de l'agglomération lyonnaise : du développement durable à la transition écologique (1989-2026).

Conflits d'usage chez les cyclistes et les piétons urbains, entre politiques publiques et identité politique.

Les systèmes de mobilités participantes en zones peu denses.

Apport des méthodes géophysiques pour une approche renouvelée des études en archéologie du bâti.

Certaines thèses sont par ailleurs financées dans le cadre de PEPR thématiques (par exemple, Solubiod Solutions fondées sur la nature : <https://www.pepr-solubiod.fr> ; VDBI Villes Durables et Bâtiments Innovants : <https://pepr-vdbi.fr/>), de l'Ecole Universitaire de Recherche des sciences de l'eau et des hydrosystèmes (H<sub>2</sub>O Lyon : <https://h2olyon.universite-lyon.fr/h2o-90225.kjsp>), du LabEx IMU (Intelligences des Mondes Urbains : <https://imu.universite-lyon.fr/imu-fr/>), ou sur des thèmes en lien avec la transition écologique (mobilité durable, urbanisme transitoire, circuits courts, changements paysagers, rénovation urbaine). A l'Université Lyon 3 a été organisée en novembre 2024 une journée master-doctorat autour de l'observation des inégalités climatiques. L'ENTPE qui est sous tutelle du ministère de la Transition Ecologique porte par ailleurs des orientations fortes dans ce registre. Des modules de formation aux enjeux de la transition écologique sont enfin proposés dans le catalogue des formations de l'Université de Lyon et par les établissements.

Il est aussi certain que **les préoccupations environnementales à propos des façons de conduire sa recherche sont beaucoup plus fortes ces dernières années et réfléchies dans les structures de recherche**, avec très souvent des correspondant.es dédiés au développement durable et à la transition écologique et des initiatives visant à réduire l'empreinte carbone des activités de recherche. S'il est impossible de toutes les lister ici au regard des vingt structures de recherche concernées, on peut évoquer les plus courantes : réalisation d'un bilan carbone, charte des bonnes pratiques en matière environnementale, réflexions sur les déplacements domicile-travail, limitation des trajets par avion, regroupement des achats, végétalisation des repas, tri sélectif, ... Ces initiatives se font en articulation avec les politiques des établissements et du CNRS, ainsi qu'avec les sites d'accueil des structures de recherche.

- C6. Avec la contribution de ses partenaires, la formation doctorale inclut des animations et des manifestations scientifiques, professionnalisantes et de médiation scientifique.

Les animations et manifestations scientifiques relèvent des initiatives des différents acteurs de la formation doctorale :

- **Chacune des dix-sept unités de recherche** (et pour les plus importantes, chaque équipe ou axe en son sein) **dispose d'un séminaire doctoral dédié**, organisé par les seul.es doctorant.es pour les seul.es doctorant.es, ou bien engageant les directions de thèse et d'autres membres statutaires, ou des versions mixtes. Des ateliers sont aussi organisés dans la plupart des laboratoires à propos de la préparation de la soutenance, de l'insertion professionnelle, des publications, de la qualification au CNU. Une journée des séminaires annuels des laboratoires est aussi très souvent dédiée aux travaux des doctorant.es.

- **Des séminaires doctoraux thématiques sont aussi organisés au sein des laboratoires** par et pour des doctorant.es. Ceux-ci peuvent être labellisés par le conseil de l'ED – ils font l'objet d'une validation d'heures de formation doctorale – et peuvent être soutenus financièrement.

En 2022-2023 et 2023-2024, ont été labellisés par l'ED les séminaires et ateliers suivants : *Faire une thèse : pluralité disciplinaire et engagement dans la cité* ; *Lectures lefevriennes* ; *Les classiques du XXe siècle des sciences humaines et sociales* ; *Enquêter en milieu étranger* ; *Analyser l'action publique* ; *Les langages codés et les stratégies de dissimulation* ; *Ateliers d'écriture* de l'UMR EVS ; *Rapports au politique* du Pôle Participation et Politisation de l'UMR Triangle ; *Mobilités, circulations, transferts* de l'UMR CIHAM. Ces activités, même si elles sont initiées par un laboratoire donné, ne sont labellisées par l'ED que si elles sont ouvertes à l'ensemble des doctorant.es de l'ED.

- **Des séminaires doctoraux transversaux aux laboratoires** sont aussi organisés, en appui avec l'ED et les fédérations de recherche (ISERL, MOM).

On pense ici séminaire de l'ED *Visa pour la thèse*, organisé chaque année, par des doctorant.es de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> année, de différents laboratoires, à destination de doctorant.es de 1<sup>ère</sup> année. Ou encore aux deux séminaires reproduits depuis deux ans : *Le social en travail* et *Le travail de l'écrit en SHS*, ouverts à tou.tes les doctorant.es de l'ED. On pense encore au séminaire *Entrepreneuriat & SHS* (4 heures) organisé par l'ED en 2023/2024 en partenariat avec la SATT (Société d'Accélération du Transfert de Technologies) Pulsalys et le Centre de l'Entrepreneuriat de l'Université de Lyon.

On pense aussi aux journées d'étude de l'Institut Supérieur d'Etude des Religions et de la Laïcité (ISERL), ouvertes aux doctorant.es des laboratoires rattachés à cette fédération de recherche (huit de ces laboratoires sont rattachés à l'ED : Archéorient, CMW, EVS, HiSoMa, IHRIM, LARHRA, LEM/Cercor ; Triangle) : *Sorcellerie et pensée magique* (2022), *La maison des Saints* (2023), tables rondes dans le cadre du *Festival des Bobines du Sacré* (2023-2024), *Autorité, pouvoir, obéissance, hier et aujourd'hui, ici et ailleurs* (2024).

On pense encore aux séminaires ou aux doctorales de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée (MOM), ouverts aux quatre laboratoires rattachés à cette fédération de recherche (ArAr, Archéorient, HiSoMa et IRRA) : *Les données de la recherche, de l'acquisition à l'archivage* (DATASPACE en 2024) ; *Eaux et sociétés : de l'hydraulique à l'environnement sur la longue durée* (*Les marais salants* en 2024, *Les aqueducs romains de Lyon* en 2020) ; *Le chantier dans la ville et la ville en chantier* (*La terre comme matériau de construction* en 2024, *La pierre comme matériau de construction* en 2023).

- **Des évènements scientifiques** mobilisant centralement des doctorant.es sont aussi organisés chaque année par les laboratoires, avec le soutien de l'ED (soutien financier et/ou labellisation).

En 2023 et 2024, ont ainsi été soutenus par l'ED :

- des journées d'études : Fins et ruptures du Moyen Age, Les indicibles de l'enquête, Les enfants et les jeunes face au handicap ou à la maladie d'un.e proche, Les maisons hantées, Le genre est dans le pré.
- des écoles d'été : Violence en ville et action publique, Politiques des ambiances urbaines.
- le colloque Genres, émotions et animalités du laboratoire junior RAT, le 5<sup>ème</sup> congrès du GIS Moyen-Orient et Mondes Musulmans.

Le soutien financier de l'ED à ces évènements (environ 10 % de son budget annuel global) est voté par le conseil de l'ED sur la base de l'implication des doctorant.es dans l'organisation et le programme, toujours en complément des financements des laboratoires, parfois des établissements.

- **Des évènements scientifiques trans-disciplinaires et trans-écoles doctorales** sont aussi proposés par les différents établissements et leurs éventuels pôles de spécialité, notamment dans le cadre des dispositifs Science et Société (Fête de la Science, Nuit de la Science), de la Boutique des sciences. Depuis 2011, l'ENSAL et l'ENTPE organisent les Rencontres interdisciplinaires doctorales de l'architecture et de l'aménagement durables (RIDAAD) : deux éditions ont eu lieu en 2019 et 2022.

- **Un accompagnement méthodologique** est aussi assuré de façon transversale par la MSH-LSE et la MOM

La Maison des Sciences sociales et des Humanités Lyon Saint-Etienne (MSH-LSE), Unité d'Appui et de Recherche (UAR), offre ainsi aux doctorant.es la possibilité de faire appel à ses divers pôles : *Statistiques, Humanités Numériques, Science ouverte Edition Données, Image animée Audio*. Cet appui couvre ainsi le très large spectre des données pouvant être mobilisées par les doctorant.es de l'ED (bases de données statistiques, qualitatives, numérisées ou non, écrites, audio, vidéo, web, ...) et une palette étendue des enjeux de la recherche (science ouverte, protection des données, édition). L'appui de la MSH est aussi crucial car il ouvre les doctorant.es aux enjeux et aux pratiques de l'interdisciplinarité.

La Maison de l'Orient et de la Méditerranée offre aussi un accompagnement de proximité, pour les différent.es doctorant.es en Mondes Anciens. Elle organise chaque année des journées d'étude transdisciplinaires (cf. supra). Elle soutient aussi les initiatives de **laboratoires junior** : *Frontière.s* (2019-2021) ; *Nomad's Land. Économies, sociétés et matérialités des nomades* (2021-2022), *Co-Habiter* (2021-2022), *ArchéOrigines* (2023-2024), *Archipels* (lancé 2024).

- **De nombreux autres laboratoires junior** ont été soutenus dans le périmètre de l'ED.

Par exemple, à l'ENS de Lyon, les laboratoires *Cinégraphies* (2019-2021), *Corps Ordonnés La production des normes en Turquie et en France* (2017-2019), *Écopol* (2017-2021), *Mutations et approches actuelles de la démocratie* (2018-2022), *RAT Recherches Animalières Transdisciplinaires et Transséculaires* (2021-2023), *RAGE Laboratoire sur les Rapports d'âge* (2023-2025), *TANTALE (Transgression dans l'Antiquité : Approches des Limites et des Écarts)* (2018-2021).

Par exemple encore, à l'Université Jean Monnet Saint-Etienne : *Luttes urbaines. Droit à la ville, droit au logement. Quels modes d'action ?* (2022-2023).

- **Des formations, transversales ou sur des thèmes de spécialité**, sont aussi proposées par l'Université de Lyon et par les bibliothèques universitaires (cf. infra, Référence 3, rubrique C1).

Le périmètre de la formation doctorale ne permettait pas ici de faire l'inventaire détaillé de toutes les initiatives. Nous y reviendrons dans le détail des prochaines pages.

- C7. La formation doctorale s'appuie sur les actions menées et les moyens obtenus dans le cadre des projets du Programme d'investissements d'avenir (PIA) et de France 2030, pour dynamiser son contenu et ses dispositifs.

La formation doctorale a peu bénéficié du troisième Programme d'Investissement d'Avenir lancé par l'Agence Nationale de la Recherche en 2017, à quelques exceptions.

La première concerne la **Graduate School H<sub>2</sub>O Lyon** : Ecole Universitaire de Recherche des Sciences de l'Eau et des Hydrosystèmes, portée par l'Université Lyon 1. Cette école, qui intègre les sciences humaines et sociales, les sciences physiques et d'ingénierie et les sciences de la vie, relie l'ED Sciences Sociales à quatre autres ED. Elle associe aussi six des sept établissements associés à l'ED : les Universités Lyon 2, Lyon 3 et Saint-Etienne, l'ENS de Lyon, l'INSA de Lyon, l'ENTPE. Elle implique aussi deux unités de recherche du périmètre de la formation doctorale : Archéorient et Environnement, Ville, Société (EVS).

La seconde concerne la **Graduate School +ARTS** (Arts Recherche, Territoires, Savoirs), mise en place par l'Université de Saint-Etienne, suite à l'appel à projets national Structuration de la Formation par la Recherche dans les Initiatives d'excellence (SFRI) lancé fin 2019. Si ce sont surtout des doctorant.es en arts et en lettres, et donc rattaché.es à l'ED 3 LA, qui sont concerné.es par ce dispositif, les doctorant.es en sciences sociales (notamment en histoire et en sociologie) peuvent bénéficier de son offre (écoles thématiques, stages de recherche). Quatre laboratoires sont impliqués, dont trois aussi rattachés à l'ED Sciences Sociales (CMW, EVS, IHRIM).

Une troisième est le projet **SHAPE-Med@Lyon** (*Structuring one Health Approach for Personalized Medicine in Lyon*), lauréat en 2022 de l'appel à projets « Excellences sous toutes ses formes » du PIA 4 de France 2030. Il vise à développer des projets de recherche et formation transformants dans le domaine de la santé et du bien-être, en articulant les approches en sciences médicales et en sciences sociales. Il est co-porté par les Universités Lyon 1 et Lyon 2, le CNRS et nombreux acteurs institutionnels de la santé locaux (Hospices Civils de Lyon, Centre Léon Bérard, Centre Hospitalier le Vinatier), nationaux (INSERM, INRAE, INRIA) et internationaux (Organisation Mondiale de la Santé). En plus de l'Université Lyon 2 et du CNRS, il associe la plupart des autres établissements associés à la formation doctorale en sciences



sociales : l'ENS de Lyon, l'ENTPE, l'INSA de Lyon, l'Université Lyon 3, l'Université de Saint-Etienne, Sciences Po Lyon. Plusieurs des projets soutenus par SHAPE-Med@Lyon ont mobilisé des unités de recherche reliées à la formation doctorale (EVS, LAET, LARHRA) : par exemple, *Sainté@Lyon (Enjeux de santé dans les territoires des métropoles de Saint-Étienne et de Lyon, seconde moitié du XXe siècle-début XXIe siècle : entre prévention et pollution)* pour les projets d'amorçage, *ViromeAtlas*, *Landor*, *Sitelm (Santé et interactions territoire, logement, mobilité)* pour les projets structurants. Ces projets intègrent des doctorant.es.

**Référence 2 : La structuration de la formation doctorale est cohérente avec l'organisation de l'établissement et représente une valeur ajoutée pour ses partenariats.**

- C1. L'école doctorale assure, dans son périmètre et avec les unités de recherche qui lui sont rattachées, la mise en œuvre de la formation doctorale. Elle se coordonne dans cette mission avec les autres écoles doctorales, avec les composantes et, le cas échéant, avec le collège doctoral de l'établissement.

Sur la période 2019-2024, l'ED a été dirigée par un directeur (Christian Montès jusqu'en mars 2022, Bruno Milly depuis cette date, tous deux professeurs à l'Université Lyon 2), assisté d'un secrétariat (Mélina Faveton, gestionnaire administrative de l'Université Lyon 2), et d'un conseil. Ce dernier comprend **(cf. Annexe 9, Règlement intérieur ED 483, Alinéa 2.3)** :

- 7 représentant·es des établissements co-accrédités de l'ED ;
- 7 responsables de mentions de doctorat (titulaires ou suppléant·es) ;
- 2 représentant·es des personnels ingénieurs, administratifs ou techniciens des établissements co-accrédités ou des équipes de recherche constitutifs de l'ED ;
- 5 binômes de représentant·es (titulaire et suppléant·e) des doctorant·es ;
- 5 personnalités extérieures qualifiées dans les domaines scientifiques et les secteurs socio-économiques concernés par le périmètre de l'ED.

Dans le périmètre de la formation doctorale, **l'école doctorale joue différents rôles structurants** : coordination transversale ; soutien aux activités de recherche des doctorant.es (missions de terrain, organisation d'événements, communications) ; structuration de l'offre de formations ; information auprès des doctorant.es pour tout ce qui concerne les dimensions transversales du cursus ; articulation avec les autres écoles doctorales du site et l'Université de Lyon.

- **L'ED joue d'abord un rôle de coordination transversale, qui permet d'homogénéiser les pratiques d'inscription et de suivi des doctorant.es entre les établissements et les mentions de doctorat, et de faire vivre les communautés disciplinaires du site.**

**La période 2019-2024 s'est caractérisée par une grande homogénéité des pratiques d'inscription et de suivi dans les établissements, les mentions de doctorat et les unités de recherche** : évaluation des demandes d'inscription, organisation des jurys d'attribution des contrats doctoraux, organisation des CSI, suivi du circuit des inscriptions sur ADUM, avis donné sur les inscriptions-réinscriptions, avis sur la composition des jurys de thèse et la venue en soutenance.

Tous les dossiers de demandes d'inscription en 1<sup>ère</sup> année, quels que soient le type de contrat (contrat doctoral d'établissement, CIFRE, autres contrats doctoraux, sans contrat), sont d'abord étudiés par les commissions pédagogiques (ensemble des collègues HDR sur le site dans une mention de doctorat donnée) de chaque mention de doctorat, sur la base d'un dossier standardisé. Les avis des commissions sont ensuite remontés à la commission de l'ED d'inscription pour validation et/ou discussion. Cette dernière émet elle-même un avis transmis aux établissements.

Toutes les demandes de réinscription sont aussi étudiées par la commission doctorale de suivi des thèses, sur la base du livret de CSI (qui a été standardisé à l'échelle de l'ED) **(cf. Annexe 6)**, d'une fiche de demande de réinscription dérogatoire (qui a été établie par l'ED en 2023) renseignée par le/la doctorant.e et la direction de thèse, de l'avis de la direction de laboratoire **(cf. Annexe 7)**. Les avis de la commission sont transmis aux établissements. Sur la période 2019-2024, les quelques décisions de refus de réinscription ont été prises en parfait accord entre l'ED et les établissements.



L'ED organise aussi de façon transversale les jurys d'attribution des contrats doctoraux d'établissements. Ces jurys comprennent des représentant.es des plus dix grandes unités de recherche, des sept mentions de doctorat, des sept établissements, des représentant.es des doctorant.es [cf. Annexe 10]. Des représentant.es de l'ED sont aussi présent.es dans les jurys de sélection des contrats spécifiques.

La direction de l'ED donne aussi un avis, transmis aux présidences des établissements, sur la composition des jurys de thèse et la venue en thèse sur la base des avis des rapporteurs.trices du jury. Sur la période 2019-2024, les quelques décisions de refus d'autorisation de venue en soutenance ont été prises en parfait accord entre l'ED et les établissements.

Précisons enfin que si la délivrance des doctorats relève désormais du ressort de chaque établissement (après qu'elle a relevé de l'Université de Lyon), une coordination des écoles doctorales et des établissements est aujourd'hui assurée par le collège académique de l'Université de Lyon. La COMUE UdL met également en œuvre des services communs (accueil de doctorants étrangers, catalogue de formations transversales).

- **L'ED joue aussi un rôle de soutien aux activités de recherche des doctorant.es, en appui sur les soutiens principaux des unités de recherche et des établissements.**

L'accompagnement scientifique de proximité de l'activité de recherche doctorale se fait principalement dans les laboratoires, via les directeurs et directrices de thèse, les personnels de la recherche et de l'accompagnement à la recherche. Un suivi de proximité est aussi assuré dans les unités de recherche via les représentant.es des doctorant.es, la direction de laboratoire, parfois un.e correspondant.e dédié.e (au sein de la direction ou des personnels administratifs). Pour toute situation qui le nécessite (de l'ordre de difficultés relationnelles entre le.la doctorante, sa direction de thèse, d'autres membres du laboratoire), l'ED et/ou l'établissement peuvent être sollicités.

L'accueil physique des doctorant.es se fait au sein des laboratoires, dans les locaux mis à disposition par leurs tutelles. La MOM met aussi à disposition une salle commune, pour les différent.es doctorant.es en Mondes Anciens (laboratoires ArAr, Archéorient, Hisoma et IRAA). L'ED n'a pas de locaux propres à mettre à la disposition de doctorant.es.

Pour ce qui concerne le soutien financier aux activités de recherche, chaque unité de recherche dispose de dispositifs particuliers pour le structurer. Les décisions sont prises ou validées en conseil d'unité de recherche (parfois aussi au sein des équipes, dans les plus gros laboratoires) où siègent des représentant.es des doctorant.es. L'ED peut venir en appui des unités de recherche, principalement pour les communications des doctorant.es dans des colloques et journées d'étude, nécessitant des déplacements et/ou des frais d'inscription. Ce sont environ 60 % du budget annuel de l'ED qui sont affectés à ces co-financements (20 600 euros en 2024, cf. Donnée DQT 8-4a). A noter : un nouveau circuit financier a été mis en place en 2024 pour faciliter les prises en charge (le soutien financier de l'ED est versé au laboratoire qui procède à un unique remboursement aux doctorant.es).

Les séjours et missions de recherche à l'étranger sont principalement pris en charge par les établissements, via des dispositifs dédiés à la mobilité internationale : on pense par exemple au dispositif Mobidoc, mis en place en 2023 par l'Université Lyon 2, d'aide à la mobilité sortante dans le cadre d'un séjour d'un à six mois dans un établissement/organisme à l'étranger. Dans chacun des établissements, les doctorant.es sont informé.es par les directions internationales, de la formation ou de la recherche et/ou accompagnées vers les différents guichets auxquels ils.elles peuvent candidater. Ils.elles peuvent aussi être soutenu.es financièrement par les unités de recherche, très exceptionnellement par l'ED (au regard du budget réduit de celle-ci).

- **L'ED joue encore un rôle d'information auprès des doctorant.es pour tout ce qui concerne les dimensions transversales du cursus**, i.e. ce qui n'est pas spécifique à leur unité de recherche et/ou leur mention de doctorat.

Ce rôle passe par la réunion d'accueil des doctorant.es en 1<sup>ère</sup> année (celle-ci vient en complément des réunions de rentrée organisées par les établissements et par les unités de recherche), par la diffusion d'informations via une newsletter mensuelle et l'envoi de messages ponctuels via les listes de diffusion.

L'Ecole doctorale organise chaque année une **réunion de rentrée** à destination des nouveaux inscrits. Voici le programme de la journée de rentrée du 9 janvier 2024 :

- Introduction, Bruno Milly, direction de l'ED.
- Les offres du Service des Etudes Doctorales de l'Université de Lyon, Corinne Sainte-Colombe, Service des études doctorales de l'Université de Lyon.
- Formations Isidoc't : Outils documentaires et Environnement de la recherche (services des bibliothèques de l'Université Lyon 2, de l'Université Lyon 3 et de l'ENS de Lyon), Raphaëlle Billy (Université Lyon 2), Florence Codet (ENS de Lyon), Elsa Neuville (Université Lyon 3).
- Conseil Emploi Financement du doctorat, Virginie Gibert, conseillère emploi-compétences pour les doctorant.es et docteur.es, Université Lyon 2.
- Prévention Santé et Doctorat, Myriam Grataloup, infirmière de prévention et santé au travail, ENS de Lyon.
- Rencontre avec les représentant.es des doctorant.es au conseil de l'ED Sciences Sociales.

- **L'ED joue par ailleurs un rôle de structuration de l'offre de formations.** Ce rôle est présenté plus loin (cf. Référence 3).
- **L'ED joue enfin un rôle institutionnel d'articulation avec les autres écoles doctorales du site et l'Université de Lyon** (cf. Rubrique suivante C2).
- C2. L'école s'assure de la réalité et de la valeur ajoutée de ses partenariats avec d'autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche, en particulier dans le cas d'une co-accréditation portée par une coordination territoriale ou par les établissements du site. Le cas échéant, l'école doctorale précise l'articulation de ses missions avec celles du collège doctoral du site.

La direction de l'ED participe, avec les représentant.es des établissements co-accrédités, aux réunions du **collège doctoral** qui réunissent les dix-huit ED du site Lyon Saint-Etienne et qui permettent de définir entre les ED, les établissements et l'Université de Lyon, des objectifs communs : réflexions autour de la structuration scientifique du site Lyon Saint-Etienne, de la mise en place de la charte commune de doctorat et de la convention individuelle de formation, de l'offre de formations doctorales transversales, de la mise en place et du déploiement de la plateforme ADUM, ...

**Avec les autres ED et les établissements**, il s'agit prioritairement d'échanger sur les bonnes pratiques de chacun et sur les articulations avec les établissements de rattachement, de réfléchir en commun à la mise en place des dispositifs de suivi doctoral (CSI, Règlement intérieur, évaluation HCERES, ...). Des liens étroits sont notamment entretenus par l'ED Sciences Sociales avec les ED 484 Lettres Langues Linguistique Arts (3LA) et 485 Education Psychologie Information Communication (EPIC), de par leurs proximités de fonctionnement (Université Lyon 2 comme établissement support, périmètre des SHS, appartenance commune de certaines UR à ces trois ED, participation au jury du prix de thèse de l'Université Lyon 2), et avec l'ED 486 Sciences Economiques et de Gestion (SEG) (la direction de l'ED Sciences Sociales participe depuis 2017 au conseil de l'ED SEG au titre des personnalités extérieures).

Ces orientations macro-institutionnelles sont relayées par l'ED :

- **Au conseil de l'ED** organisé trois fois par an, et où sont présent.es les représentant.es des doctorantes. Le PV des conseils est systématiquement envoyé aux membres du conseil, aux directions de laboratoire et aux présidences recherche des établissements.
- **Aux laboratoires de recherche** via une réunion annuelle avec l'ED. On précise ici que les directions de laboratoire ont été associées en 2023 à la rédaction de la notice concernant les CSI (cf. Annexe 5), en 2024 à la rédaction du nouveau Règlement Intérieur de l'ED (cf. Annexe 9), en 2025 à l'auto-évaluation HCERES.

**Référence 3 : La formation doctorale inclut une formation à et par la recherche, qui contribue à l'élaboration des travaux de recherche des doctorants.**

- C1. L'offre de formation doctorale est construite en cohérence avec le périmètre scientifique de l'école doctorale et intègre une formation aux différentes compétences nécessaires à l'élaboration du projet de recherche des doctorants.

**La formation doctorale inclut une offre de formations dont les attendus ont été redéfinis et clarifiés au début de la période 2019-2020.** Voici ces attendus :

- Un minimum de 120 heures de formations au cours du cursus. Cela recouvre le suivi de formations « transversales » aux disciplines (par exemple : *Ethique de la recherche*, *Intégrité scientifique*,

*Outils documentaires, Science ouverte, ...*) et de formations spécialisées dans la discipline du doctorat (formations dites « disciplinaires »).

- Le suivi obligatoire d'une formation en éthique de la recherche.
- Les formations peuvent être suivies dans le cadre de l'ED ou de l'UdL, ou bien dans un autre établissement d'enseignement supérieur et/ou de recherche en France ou à l'étranger.
- Les formations proposées dans le cadre de l'ED et dont le suivi peut faire l'objet d'une validation d'heures de formation, sont labellisées par le conseil de l'ED.
- Certains séminaires de recherche, à partir du moment où ils sont interdisciplinaires et impliquent une participation active des doctorant.es (organisation et/ou communication), sont aussi labellisés par l'ED, c'est-à-dire qu'ils peuvent faire l'objet d'une validation d'heures de formation.
- Des dispenses (au maximum, la moitié des heures) peuvent être accordées pour les doctorant.es dont la présence sur le site Lyon Saint-Etienne est réduite voire inexistante du fait de la localisation de leur terrain ou de leur travail à temps plein.
- Aucune soutenance n'a eu lieu sans validation des heures de formation.

La cohérence des formations proposées tient à ce que les laboratoires et l'ED proposent des formations sur les champs scientifiques et disciplinaires, l'Université de Lyon sur les compétences transversales générales de la recherche, les établissements sur les compétences propres à leur public (on pense notamment aux écoles ENSAL, ENTPE, INSA de Lyon avec des publics d'architectes et ingénieur.es).

Ces précisions étant fixées, présentons maintenant l'éventail des formations proposées qui inclut :

- **des formations proposées par l'Université de Lyon.**

Le catalogue de formations proposé par l'Université de Lyon est large (cf. Annexe 2). Il permet de répondre aux besoins très divers des doctorant.es de l'ED. La formation la plus suivie est le *Mooc Ethique de la recherche* (15 h) par lequel la très grande majorité des doctorant.es de l'ED valident la formation obligatoire aux questions de l'éthique de la recherche. Le nombre de doctorant.es de l'ED suivant cette formation est conséquent : 66 en 2019/2020, 66 en 2020/2021, 67 en 2021/2022, 110 en 2022/2023, 71 en 2023-2024.

Parmi les autres formations proposées par l'Université de Lyon, on compte :

- Des formations généralistes touchant à l'activité de recherche doctorale : *Mooc Intégrité scientifique* ; *Mooc Se former pour enseigner dans le supérieur* ; *Rédiger sa thèse* ; *Propriété intellectuelle* ; *Atelier Concevoir et animer une activité de formation* ;
- Des formations tenant à la poursuite de carrière (cf. infra, Référence 4, C3).
- Des formations spécialisées dans certaines techniques ou pour certains outils : Python, LaTeX, Inkscape, R, ...

- **des formations proposées par l'Université Jean Monnet Saint-Etienne.**

Pour répondre à un souhait des doctorant.es localisé.es sur le site de Saint-Etienne de bénéficier de formations organisées sur leur site, en complément des formations de l'Université de Lyon, généralement organisées à Lyon, l'Université Jean Monnet a développé, dans le cadre de son partenariat dit de coordination doctorale avec Mines Saint-Etienne et l'ENISE-Ecole Centrale, un catalogue spécifique de formations transversales (cf. Annexe 3).

On retrouve ici des formations sur l'éthique de la recherche et l'intégrité scientifique, la recherche documentaire et la valorisation des travaux de recherche, la médiation et la communication scientifiques, les métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche, les *soft skills* et les compétences transverses, le Français Langue Etrangère, l'innovation et l'entrepreneuriat, l'aide à l'évolution professionnelle.

- **des formations proposées par les bibliothèques** des établissements ENS de Lyon, INSA de Lyon, Université Lyon 2, Université Lyon 3, Université de Saint-Etienne, et de la Maison de l'Orient et de la Méditerranée (MOM).

Deux formations sont notamment proposées et suivies : *Isidoc* et *Science ouverte*.

La formation *Isidoc*, portée par les bibliothèques de l'ENS de Lyon et les Universités Lyon 2 et Lyon 3, proposée chaque année aux doctorant.es de l'ED est composée de deux modules. Outils documentaires (7 heures) concernant la recherche bibliographique, la veille et l'usage de Zotero ; Environnement de la recherche (11 heures) concernant les enjeux de publication, droit d'auteur, données de la recherche, science ouverte et identité numérique du chercheur. Le nombre de doctorant.es de l'ED suivant cette formation est conséquent : 34 en 2021/2022, 50 en 2022/2023, 42 en 2023/2024.

Un module de formation *Science ouverte* est aussi proposé par les mêmes services, autour des enjeux de licence et contrat, intégrité scientifique, données personnelles, diffusion de la thèse, et d'un atelier ORCID.

Chaque année est organisée une rencontre de bilan entre les personnels des bibliothèques universitaires et la direction de l'ED pour identifier les points de satisfaction et d'amélioration.

- **Des formations proposées par les doctorant.es**

On pense à la formation *Visa pour la thèse*, organisée chaque année sur la période 2019-2024 par des doctorant.es de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> année, à destination de doctorant.es en 1<sup>ère</sup> année. On pense aussi à une formation sur l'image, dont la coordination a été reprise en 2019 par la MSH-LSE.

Chaque formation fait l'objet d'une évaluation *ex post*, sur la base d'un questionnaire envoyé aux participant.es par le secrétariat de l'ED.

- **des formations spécifiques portées par l'ED**

Elles sont peu nombreuses, au regard des moyens financiers dont l'ED dispose. On pense à la formation assurée pendant quatre années (2019-2023) à *l'anglais scientifique* pour doctorant.es. L'ED a aussi soutenu financièrement pendant un an (2024) le module de formation *Cartographies et analyses spatiales (théorie et pratique de la visualisation aux analyses 2 D et 3 D)*, porté par le laboratoire EVS.

**Un des objectifs du prochain contrat sera de renforcer l'offre de formations doctorales, en restant au plus près des évolutions de la recherche et des attentes des doctorant.es.** Deux formations sont déjà programmées pour 2024-2025 : l'une, portée par la MSH-LSE sur les Humanités Numériques ; l'autre, portée par Cécile Armand, professeure junior (CNRS) à l'Institut d'Asie Orientale, au sujet de la programmation des données : *To code or not to code ? Initiation à la programmation pour les doctorants en SHS*.

- C2. Les enseignants-chercheurs et les chercheurs rattachés à l'école doctorale interviennent dans l'offre de formation doctorale.

**Les enseignant.es-chercheur.es et chercheur.es rattachés à l'école doctorale n'interviennent pas à titre rémunéré dans l'offre de formations présentée ci-dessus** (cf. Indicateurs DQT 3-2a et DQT 3-2b). De fait, les établissements de rattachement de l'ED ne permettent pas à leurs personnels d'intégrer des activités de formation dans leur service d'enseignement et l'ED n'a pas eu les moyens financiers de rémunérer en heures complémentaires des chercheur.es et enseignant.es-chercheur.es pour des formations. Ce qui était possible au début de la période (21 heures maximum prises dans le service pour la réalisation de formations doctorales) ne l'est plus.

Précisons néanmoins que des enseignant.es-chercheur.es et chercheur.es interviennent à titre non rémunéré dans les séminaires doctoraux internes ou transversaux aux unités, ainsi que dans ceux des fédérations de recherche (ISERL, MOM).

- C3. La formation à la recherche inclut une formation à l'éthique de la recherche, à l'intégrité scientifique et à la déontologie, qui irrigue la posture et les travaux de recherche des doctorants. Elle se traduit aussi par la mise en place de la prestation du serment d'intégrité scientifique, qui fait l'objet d'une communication auprès des doctorants.

**La formation à l'éthique de la recherche est obligatoire.** Toutes les doctorant.es sont amené.es à valider au cours de leur cursus cette formation (cf. Donnée DQT 3-3) : la très grande majorité le font dans les deux premières années de leur cursus via le Mooc Ethique de la Recherche proposé par l'Université de Lyon, mais la validation peut aussi se faire via une autre formation (c'est notamment le cas de doctorant.es en co-tutelle qui peuvent suivre cette formation dans leur université de co-tutelle).

L'Université de Lyon propose aussi **un Mooc sur l'intégrité scientifique**. Les doctorant.es sont informé.es de son existence dès la rentrée de l'ED et sont fortement incité.es à le suivre.

**L'engagement à la prestation du serment scientifique** (introduit par la modification en 2022 de l'arrêté du 25 mai 2016) fait partie (article 6) de la Charte du doctorat commune aux établissements du site Lyon - St Etienne membres et associés de la COMUE Université de Lyon. Une charte que toutes les doctorant.es doivent signer au moment de leur inscription en thèse. La réunion de rentrée de l'ED est l'occasion de souligner l'importance de cet engagement et d'informer sur la vérification des taux de similitude dans les manuscrits déposés.

- C4. La formation par la recherche des doctorants s'appuie sur leur participation, pendant et après la thèse, aux activités et à la production scientifiques de leur unité de recherche de rattachement.

**Les doctorants sont membres de droit de leur unité de recherche. Les laboratoires maintiennent ce statut de membres une ou plusieurs années après la soutenance**, permettant ainsi aux jeunes docteur.es de bénéficier de l'accueil du laboratoire le temps de leur insertion professionnelle post-doctorale (qualification CNU, recherche de postes, contrats de recherche précaires). C'est un point crucial au regard de la détérioration des conditions d'entrée dans l'enseignement supérieur et la recherche, et qui oblige à des choix institutionnels forts : par exemple, l'UMR Triangle a fait le choix d'élargir ce maintien de trois à cinq ans.

Sur la période 2019-2024, **toutes les unités de recherche ont veillé à maintenir ou renforcer la qualité de l'accueil des doctorant.es**, quand celle-ci avait été identifiée comme perfectible, par les représentant.es des doctorant.es au conseil de laboratoire ou via l'évaluation HCERES précédente : réunion de rentrée, affectation d'un espace de travail et d'un équipement matériel, intégration sur le site web, dotation de moyens, séminaires spécifiques aux doctorant.es. La diversité de configuration des dix-sept unités de recherche ne permet pas de faire l'inventaire exhaustif des situations de chacune, variables notamment selon la surface des lieux mis à disposition par les établissements de tutelle. **Les points d'attention prioritaire portent sur la fréquentation continue du laboratoire pour les doctorant.es à temps plein, une fréquentation régulière pour les doctorant.es en activité professionnelle, un soutien équitable des activités de recherche de chacun.e.**

En articulation avec l'ED, c'est aussi **le suivi au long cours des doctorant.es qui a été renforcé**. La tenue du comité de suivi individuel de thèse (CSI) est un moment important de ce suivi annuel. **L'organisation des CSI depuis 2016** mobilise très fortement les directions des laboratoires, mais aussi les personnels de la recherche. Rappelons par ailleurs qu'à la suite de la modification en 2022 de l'arrêté du 25 mai 2016, les CSI sont organisés dès la fin de la première année du cursus doctoral. En dehors du dispositif des CSI, est mis en place un suivi rapproché des doctorant.es dont des difficultés ont été identifiées par eux-mêmes, leur direction de thèse, les membres de leur CSI, les représentant.es des doctorant.es, des collègues. **Des rencontres ad hoc peuvent être organisées avec l'ED et/ou les établissements**. Cela a été le cas pour deux ou trois doctorant.es en moyenne par an.

La participation des doctorant.es aux activités et à la production scientifique de leur unité de recherche passe par l'organisation de séminaires dédiés aux doctorant.es (cf. supra, Référence 1, C6), de journées d'études, de doctoriales, et par les activités de communication scientifique en France et à l'international. Le soutien des laboratoires et des établissements pour ces activités est d'abord humain, avec l'accompagnement des personnels statutaires des unités de recherche. Il peut être aussi financier. Certaines de ces activités, dans la mesure où elles recouvrent une implication active des doctorant.es, peuvent par ailleurs, comme on l'a déjà écrit, être labellisées par le conseil de l'ED et faire l'objet d'une validation d'heures de formation doctorale.

- C5. La formation doctorale s'appuie sur les services de documentation notamment en matière d'accès aux ressources documentaires et de contribution aux contenus de formation.

**Les doctorant.es bénéficient des ressources documentaires, physiques et en ligne, de leur établissement d'inscription et/ou de leur bibliothèque de référence** (dans certains domaines scientifiques, au regard de leurs fonds spécialisés, certaines bibliothèques d'établissement sont ouvertes à tou.tes les étudiant.es du site). Ils.elles peuvent aussi bénéficier du service de prêt entre bibliothèques pour les références non disponibles au sein de leur établissement. Les doctorant.es bénéficient aussi des ressources documentaires de leur unité de recherche et de la MSH-LSE. Les doctorant.es de la mention de doctorat Mondes Anciens bénéficient par ailleurs des services de la documentation de la MOM. On rappellera (cf. Référence 3, C1) ici que les services documentaires de l'ENS, de l'ENTPE, des Universités Lyon 2, Lyon 3 et de Saint-Etienne proposent les formations aux outils documentaires (par exemple *Isidocf*) et à la science ouverte.

- C6. La formation doctorale s'inscrit dans une perspective de science ouverte dans le cadre de laquelle les modalités de dépôt des thèses et des travaux des doctorants et des docteurs, y compris dans des archives ouvertes, sont suivies et accompagnées.

**Les doctorant.es sont sensibilisé.es aux enjeux de la science ouverte**, par leurs unités de recherche (journée et livret d'accueil, comité de suivi individuel, éventuellement journée dédiée à cet enjeu), l'ED

(journée d'accueil), leur établissement d'inscription via notamment les services de documentation. Certains établissements ont par ailleurs demandé dans les avenants à la charte du doctorat **des engagements des doctorant.es à la mise en visibilité et accessibilité de leurs résultats de recherche**.

Les étudiant.es sont d'abord invité.es à déposer leur mémoire de master sur Dumas, leurs thèses sur Step.fr. Ils.elles sont incité.es à se doter d'identifiants HAL-SHS et ORCID, à déposer leurs communications et articles sous HAL-SHS. Les livrets annuels de CSI identifient les dépôts déjà effectués.

Concernant les thèses, conformément à l'arrêté du 22 mai 2016 modifié en 2022, les établissements et l'ED s'engagent à ce que les thèses transitent par l'application STAR développée par l'Agence Bibliographique de l'enseignement supérieur (ABES) pour :

- être signalées dans le catalogue collectif français des bibliothèques et centres de documentation de l'enseignement supérieur et de la recherche (SUDOC) ;
- être dotées d'un identifiant permanent ;
- bénéficier d'un archivage pérenne au centre informatique national de l'enseignement supérieur (CINES).

**Toutes les thèses font donc l'objet, dès la phase de pré-soutenance, d'un dépôt légal auprès des bibliothèques universitaires ou d'établissement** (cf. Donnée DQT 3-6a). Dans le cas d'une thèse confidentielle ou sous embargo (thèse en accès intranet), le manuscrit est seulement accessible aux membres de l'enseignement supérieur français sur authentification, via theses.fr.

Par ailleurs, **les docteur.es sont incité.es à déposer leur manuscrit sur HAL SHS**. La moitié le font déjà : 48 sur les 96 thèses soutenues en 2023 (DQT 3-6b).

#### Référence 4 : La formation doctorale s'appuie sur une politique de professionnalisation dans une perspective de valorisation du doctorat.

- C1. La formation doctorale prend en compte les besoins sociaux, économiques et culturels du territoire pour définir ses objectifs et diversifier ses débouchés dans les différents secteurs, dont le secteur académique.

**La formation doctorale prend en compte les besoins du territoire de multiples manières.** Elle le fait d'abord via **les thèses en conventionnement CIFRE**, engageant autour d'une recherche doctorale, les unités de recherche, les établissements, l'ED, avec un partenaire institutionnel. Sur la période 2019-2024, ce sont chaque année entre 6 à 10 nouveaux conventionnements qui ont été établis. En 2023-2024, 25 des 504 doctorant.es relevaient de ce type de conventionnement (cf. Donnée DQT 4-4a-4).

#### **Parmi les 31 thèses engagées en CIFRE de 2020-2021 à 2023-2024 :**

- 11 l'ont été avec des entreprises privées notamment des cabinets d'études et de conseil en architecture, conditions de travail, recherches archéologiques.
- 10 avec des collectivités locales. Avec une forte diversité : Métropole de Lyon ; Villes d'Annecy, Grenoble, Lyon, Villeurbanne ; Conseil départemental de la Loire ; Pays Nivernais.
- 9 avec des associations, fondations, coopératives, œuvrant principalement aux dynamiques territoriales.
- 1 avec la Caisse Nationale des Allocations Familiales.

**La formation doctorale est aussi très fortement liée à l'Education nationale et aux établissements d'enseignement secondaire**, via les doctorant.es enseignant en lycée. En 2024-2025, 20 doctorant.es enseignent en tant que fonctionnaires titulaires dans le secondaire. Il faut ajouter celles et ceux qui le font à titre contractuel ou vacataire. A l'exception des enseignant.es, on retrouve surtout les doctorant.es ayant un financement par un emploi à titre principal, **dans les collectivités territoriales et dans le secteur associatif du social et de la formation en travail social**. Ces employeurs sont des partenaires proches de la formation doctorale.

**D'un point de vue méthodologique et épistémologique**, la prise en compte des besoins du territoire se fait par des modalités de recherche spécifiques (recherches-action, recherches participatives, recherches finalisées en partenariat, interventions, ...). Ces modalités sont bien sûr différentes selon les disciplines de doctorat engagées, selon le type de recherche souhaité par les doctorant.es, leurs encadrant.es, les unités de recherche, les partenaires institutionnels. Il reste que le périmètre de notre



formation doctorale couvre un large spectre de disciplines et d'unités de recherche ouvertes à ces perspectives, ce qui permet d'interroger transversalement les pratiques de recherche et leurs effets sur les milieux et modes de vie. Ces interrogations, développées à l'échelle du doctorat, se font elles-mêmes avec les services Science et Société des établissements du site.

### **L'exemple de la recherche finalisée en partenariat en architecture et ergonomie**

On peut définir la recherche finalisée en partenariat comme une recherche engagée sur le long terme avec des non chercheurs, qui questionne les concepts et les méthodes mobilisés face à des situations réelles perçues comme étant problématiques pour les protagonistes eux-mêmes, et qui va de la construction du problème (problémation) jusqu'à son « traitement ». Une telle démarche de recherche suppose la mise en place d'un « double étayage ». D'une part, les « partenaires » non chercheurs mobilisent des connaissances et des pratiques qui doivent être prises en compte et articulées aux cadres conceptuels ou méthodologiques déjà disponibles dans les communautés de recherche. D'autre part, les productions de recherche sont questionnées comme ressources (et donc non pas seulement comme des fins), qui sont destinées à être mises à disposition de la communauté professionnelle dans la mesure où ces productions sont susceptibles d'étayer et de consolider leurs pratiques professionnelles. Il est évident qu'une telle démarche suppose de statuer sur les dimensions méthodologiques à partir desquelles on accède au réel des situations, et sur la place qui est conférée aux « non chercheurs ». Le double étayage vise donc à articuler un travail de construction des connaissances et des concepts, et à prendre en charge leurs pertinences dans des situations concrètes. Ce faisant, ces recherches s'inscrivent dans une perspective actionniste. De plus en plus de doctorant.e.s – notamment en thèse CIFRE – se trouvent interpellé.e.s, voire inscrit.e.s dans cette perspective qu'il s'agit, avec d'autres (recherche-intervention, recherche action, recherche participative, etc.) de mieux spécifier. Il s'agit ainsi de constituer un champ de réflexion utiles aux doctorant.e.s de l'ED et de contribuer aux réflexions des établissements sur l'interfaces sciences-sociétés.

Un autre aspect central de la recherche finalisée est celui de l'impact des recherches-actions ou recherche-crédation sur les modes de faire ou de transformer nos milieux de vie. L'interaction des chercheurs avec des situations de projet architecturaux en cours par exemple, peut avoir un réel effet sur les manières de conduire un projet et d'en concevoir ses transformations. La simple co-présence de chercheurs et de praticiens peut induire des démarches expérimentales qui n'auraient pas lieu d'être dans des conduites de projet classique. Les processus de pensée se mêlent ainsi à des protocoles de fabrication qui s'explicitent. Les gestes de l'artisan sont observés, l'immersion des chercheurs sur les chantiers augmente les interactions et possible influence dans les processus d'itération entre le conçu et le faire. Le praticien devient « réflexif » et offre en retour ses expériences du terrain au chercheur actif.

A titre de regret, on précisera ici que les formations doctorales du site Lyon Saint-Etienne ont fortement souffert de la disparition du dispositif ARC de la Région Auvergne-Rhône-Alpes de soutien aux Communautés Académiques de Recherche. Il n'y a plus d'attribution d'allocations doctorales par cette collectivité territoriale.

- C2. Les partenaires sociaux, économiques et culturels de la formation doctorale sont associés à la construction de l'offre de formation doctorale et y participent. L'école doctorale valorise auprès d'eux les compétences acquises au sein de la formation doctorale.

La prise en compte des besoins du territoire se fait aussi via la **présence de personnalités extérieures au monde proprement académique dans les organes de pilotage** des établissements, structures de recherche et école doctorale.

Le conseil de l'Ecole Doctorale comprend par exemple cinq personnalités extérieures (cf. Annexe 10) : représentant la Cité Anthropocène de l'Ecole Urbaine de Lyon, le Grand Lyon (La Métropole), le Service Archéologique de la Ville de Lyon, les Musée Gadagne et Musée d'histoire de Lyon, l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise. Chaque année, un des conseils de l'ED prévoit un temps long d'échanges avec elles de façon à identifier les enjeux centraux pour la formation doctorale, à partir des préoccupations de leur milieu d'activité. Voici les enjeux qu'elles ont identifiés ces deux dernières années : le décalage entre le temps long des thèses (et plus largement des recherches scientifiques) et le temps plus accéléré des préoccupations des acteurs institutionnels socio-économiques ; l'enjeu d'une meilleure articulation des langages des praticien.nes et du langage académique ; l'importance d'intégrer et d'accompagner la participation citoyenne dans les recherches scientifiques ; la gestion des



archives numériques (Quel archivage dans les institutions ? Quel traitement par les scientifiques ?) ; la montée en puissance des systèmes d'information et la nécessité d'une expertise professionnelle en SHS dans ce domaine ; la montée en puissance d'une relecture des causes-questions environnementales et des questions territoriales. Ces personnalités extérieures participent à l'offre de formation par leur expertise et par leur vote sur la labellisation et le financement par l'ED des activités scientifiques.

On retrouve un même rôle important des personnalités extérieures sur la formation doctorale au sein des commissions recherche des établissements co-accrédités et associés. Ou encore dans les comités scientifiques de la MSH ou des projets de site. On pense par exemple au projet LYSIERES<sup>2</sup> (LYon Saint-Étienne Recherche et Expérimentation sur les Sciences avec et pour la Société), labellisé en 2022 « Sciences avec et pour la Société » par le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

- C3. La formation doctorale contribue à la préparation de la poursuite de carrière des doctorants dans une diversité d'emplois exigeant le grade de Docteur, y compris par la formation à l'entrepreneuriat.

**Les formations doctorales liées à la professionnalisation post-thèse** sont principalement prises en charge par l'Université de Lyon, dans son catalogue de formation (cf. Annexe 2), plus occasionnellement par les établissements (par exemple, l'INSA de Lyon). Pour exemples : S'appuyer sur ses compétences et *soft skills* pour améliorer son insertion professionnelle ; Construire son projet professionnel hors académique ; Responsabilité sociétale et environnementale : les métiers de la transition écologique ; Travailler dans le secteur des ONG après son doctorat ; Travailler dans le secteur du conseil après son doctorat ; Devenir consultant après son doctorat : nouveaux enjeux du marché ; Trouver projet : ma thèse peut-elle avoir un impact ? ; Ma thèse peut-elle devenir une start-up ? ; Innover et entreprendre : retours d'expériences d'entrepreneurs ; etc. **47 doctorant.es ont suivi en 2023-2024 ce type de formation tenant au devenir professionnel post-thèse** (cf. Donnée DQT 4-3).

Par ailleurs, **des actions sont conduites au sein des unités de recherche pour préparer la poursuite de carrière des doctorant.es**. Par exemple, des séances de préparation à la qualification du Conseil National des Universités ou au concours de chargé.e de recherche du CNRS, des rencontres avec des jeunes docteur.es issu.es du laboratoire et exerçant dans et en dehors du champ académique.

- C4. L'école doctorale contribue au bon déroulement de l'expérience professionnelle des doctorants, notamment en privilégiant ou en rendant obligatoire, pour l'inscription en doctorat, l'existence d'un financement et en s'adaptant à la diversité des publics accueillis.

Tous les établissements co-accrédités et associés, les unités de recherche, l'ED, les communautés scientifiques attenantes à l'ED **privilégient l'obtention d'un financement dédié pour l'entrée en thèse**, quatre des sept établissements co-accrédités la rendent obligatoire (ENS de Lyon, ENSAL, ENTPE, INSA de Lyon). Du fait de certaines particularités de leurs viviers de recrutement (notamment enseignant.es agrégé.es ou certifié.es exerçant dans le milieu secondaire) et de la volonté de permettre à certain.es professionnel.les de conduire une thèse en parallèle de leur métier, les trois universités (Lyon 2, Lyon 3 et l'UJM) et l'ED autorisent des entrées en doctorat sans financement dédié, mais c'est minoritaire (cf. infra).

Il y a eu ces dernières années des **efforts conjoints**, d'abord des directions de thèse pressenties, mais aussi des différents partenaires de la formation doctorale **pour favoriser des thèses avec financement doctoral dédié** (contrats d'établissement, contrats CNRS, contrats CIFRE, contrats dans des programmes de recherche, ...). Ces efforts se perçoivent dans la **donnée DQT 4-4a : 183 des doctorant.es inscrit.es en 2023-2024 (toutes années d'inscription confondues) étaient financé.es pour effectuer leur thèse** (hors doctorant.es exerçant une activité rémunérée principale) ; c'est plus qu'en 2019-2020 (158) alors que le nombre global de doctorant.es inscrit.es a baissé entre ces deux années universitaires.

Si l'on zoome sur les seuls 75 D1 en 2023-2024, **51 doctorant.es étaient financé.es pour leur thèse (soit 68%), 13 avaient une activité rémunérée autre que la thèse (17,3 %), 11 n'avaient pas d'activité rémunérée (14,7%)**. Pour comparaison, au niveau national, selon les données nationales 2022-2023 du MESRI, ces proportions étaient respectivement : 78,6 %, 14,2 % et 7,2 %, mais ces dernières données concernent tous les champs scientifiques : les sciences du vivant, les sciences exactes et applications, les sciences humaines et humanités, les sciences de la société. Ces deux derniers domaines disciplinaires, dont relève la formation doctorale en sciences sociales, ont des niveaux de financement moins importants que les deux premiers. **Les taux de financement dans le périmètre de l'ED 483 Sciences Sociales sont donc importants.**

Les principaux financements sont des contrats doctoraux d'établissement, des contrats doctoraux spécifiques normaliens, ainsi que les contrats CIFRE évoqués plus haut.

**Tableau de répartition des contrats doctoraux sur la période 2019-2024**

	2019/2020	2020/2021	2021/2022	2022/2023	2023/2024
CDU (CD établissement)	15	15	16	18	23
CDSN	3	9	3	4	10
CIFRE	11	6	10	9	6

Le nombre total de contrats d'établissements accordés a été stable sur la période, sauf pour l'année 2023/2024, du fait que trois établissements (ENSSIB, ENTPE, IEP) ont accordé chacun un contrat cette année alors qu'ils n'en accordent généralement pas, et que l'Université Lyon 3 en a accordé exceptionnellement 6 (au lieu de 3 habituellement). L'Université Lyon 2 est l'établissement qui attribue le plus de contrats sur la période (entre 10 et 13 par an). L'Université Jean Monnet de Saint-Etienne et l'ENS de Lyon en accordent généralement un par an.

Pour ce qui concerne les CDSN, entre 3 et 10 contrats par an, ils proviennent des trois ENS, mais en très grande majorité de l'ENS de Lyon.

S'ajoutent aussi les contrats doctoraux liés à l'ENTPE, qui présente une singularité en lien avec son ministère de rattachement. En effet le ministère de la Transition écologique finance la formation doctorale des ingénieur.es diplômé.es de l'ENTPE. On peut ainsi comptabiliser sur la période 2019-2024, 10 doctorant.es ITPE fonctionnaires qui préparent ou ont soutenu leur thèse à l'ENTPE dans le cadre de l'ED 483.

Au-delà de ces contrats « classiques », on observe une diversification des financements de contrats doctoraux, congruente avec l'ouverture de la formation doctorale aux réseaux partenariaux extérieurs au milieu académique et avec la recherche de financement via les programmes de recherche. En 2023-2024, on décomptait ainsi 6 doctorant.es en D1 financé.es par un contrat CNRS, 4 par un contrat ANR, 4 par un contrat de droit privé (par exemple, avec l'ADEME, la French American School of New York), 1 par une bourse internationale.

- C5. Les missions complémentaires du contrat doctoral contribuent à la préparation de la poursuite de carrière des doctorants.

L'activité d'enseignement universitaire est valorisée par les différents partenaires de la formation, elle fait proprement partie de la professionnalisation des doctorant.es (beaucoup se destinant aux métiers d'enseignant.e-chercheur.e) et des enjeux de diffusion des savoirs. Cette activité peut se faire via un avenant au contrat doctoral : cela concernait 72 doctorant.es en 2023-2024 (Donnée DQT 4-5a). Elle peut aussi se faire via des vacations. Il est prévu par l'ED que cette activité puisse faire l'objet d'une validation partielle d'heures de formation.

## Référence 5 : La formation doctorale est ouverte à l'international.

L'ouverture à l'international de la formation doctorale se manifeste de différentes façons :

- accueil d'étudiant.es formé.es à l'international, éventuellement en co-tutelle ;
- soutien des étudiant.es formé.es en France à engager des thèses sur des terrains internationaux, éventuellement, là encore, en co-tutelle. Chaque année, l'ED soutient des candidatures dans les GIS Etudes aréales et les Ecoles Françaises à l'Etranger (Casa Velazquez de Madrid, Ecole Française d'Athènes, Ecole Française de Rome, Institut Français d'Archéologie Orientale du Caire...), Institut des Amériques, ...
- soutien financier aux missions de recherche à l'international. Le soutien de l'ED, faute de moyens, est ici très restreint, mais les établissements développent des politiques de soutien (cf. supra) auxquelles est associée la direction de l'ED (pour la sélection des dossiers) ;
- soutien financier des unités de recherche à l'accueil de doctorant.es étranger.es (c'est par exemple le cas du laboratoire HiSoMa qui a mis en place une bourse destinée aux doctorants ou jeunes docteurs étrangers permettant au lauréat de réaliser un séjour d'un mois à Lyon) ;
- valorisation des communications à l'international des doctorant.es ;
- valorisation des compositions internationales des jurys de thèse ;
- développement de partenariats entre les établissements et des universités étrangères.

- C1. La formation doctorale s'appuie sur des partenariats internationaux effectifs conclus pour son bénéfice, en cohérence avec les priorités définies par l'établissement.

En 2023-2024, on comptabilisait **64 doctorant.es internationaux.ales (dont le diplôme antérieur le plus élevé a été obtenu à l'étranger), soit une proportion 12,7 % de l'effectif global** (Donnée DQT 5-1). Cette donnée est légèrement plus faible que pour les années précédentes : 89 en 2019/2020 (14,5%), 77 en 2020/2021 (12,7 %), 85 en 2021/2022 (14,4 %), 80 en 2022/2023 (14,1%). Il faut préciser que ces données ne prennent pas en compte les étudiant.es étranger.es venu.es en France pour valider un master en amont de leur doctorat, ni les doubles diplômé.es de master en France et à l'étranger. **Si l'on se fie au seul critère de nationalité, 125 des 504 doctorant.es inscrit.es en 2024-2025 sont de nationalité étrangère (24,8 %)**. Les quatre nationalités les plus représentées sont les suivantes : brésilienne (12), italienne (12), chinoise (8), marocaine (7).

- C2. La formation doctorale intègre des co-tutelles de thèse et des mobilités sortantes des doctorants, en s'appuyant sur les partenariats structurants conclus par les différents acteurs de son périmètre et sur des dispositifs de soutien financier.

**En 2023-2024, l'ED compte 56 thèses en-cotutelle, soit une proportion de 11,1 % du total (une proportion importante et stable sur la période 2019-2024)** (Donnée DCT 5-2a).

Voici la répartition, par pays de co-tutelle de ces 56 thèses :

- **En Europe (25) : Italie (5), Suisse (5), Allemagne (4)**, Belgique (3), Espagne (3), Grèce (2), Pologne (1), Roumanie (1), République Tchèque (1).
- **Hors d'Europe (31) : Brésil (7), Chine (7)**, Australie (2), Canada (2), Guinée (2), Iran (2), Liban (2), Maroc (2), Argentine (1), Cameroun (1), Madagascar (1), Mexique (1), Tunisie (1).

Les 7 doctorant.es en co-tutelle avec la Chine sont tout.tes inscrit.es à l'ENS de Lyon dans le cadre de la convention de l'établissement avec l'Ecole Normale Supérieure de l'Est de la Chine et des travaux de l'*International Advanced Laboratory Post-Western Sociology in Europe and in China*. Les 7 doctorant.es en co-tutelle avec le Brésil (6 Université de Sao Paulo, 1 Université fédérale de Rio de Janeiro) relèvent de différents établissements : 4 sont inscrit.es à l'Université Lyon 2, 2 à l'ENSAL, 1 à l'Université de Saint-Etienne. Les 5 doctorant.es en co-tutelle avec l'Italie (Turin, Pise, Milan, Rome, Florence) relèvent tou.tes de l'Université Lyon 2. Les 5 doctorant.es en co-tutelle avec la Suisse (4 à Genève, 1 à Lausanne) relèvent de différents établissements : 3 à l'Université Lyon 2, 1 à l'ENS de Lyon, 1 l'Université Lyon 3.

Concernant les **mobilités sortantes**, et comme mentionné dans le commentaire de la Donnée DQT (5-2b) dans le document DAE 32, les données dont nous disposons sont lacunaires car elles ne reposent que sur les informations intégrées par les doctorant.es dans le système d'information SIGED. Les doctorant.es n'ont quasiment renseigné aucune information la dernière année de fonctionnement de cette plateforme. Les années précédentes, **on comptabilisait une trentaine de mobilités sortantes par an**.

**21 thèses des 351 thèses soutenues de 2020 à 2024 ont été rédigées dans une langue étrangère, soit une moyenne de 4 par an et une proportion de 6 %**. Ce taux est faible par rapport à d'autres écoles doctorales et certaines mentions de doctorat, dans lesquelles la rédaction de la thèse en langue anglaise s'est diffusée. On précisera que, suivant les règles adoptées par l'Université de Lyon, toutes les thèses écrites dans une langue étrangère doivent aussi impérativement comporter les documents suivants en français : page de garde avec titre de la thèse bilingue, introduction, sommaire, résumé de chaque chapitre, conclusion.

**13 des jurys des 58 thèses soutenues en 2024 comprenaient au moins un membre d'une université étrangère.**

- C3. L'internationalisation de la formation doctorale bénéficie des moyens et de l'apport des projets du PIA et de France 2030, ainsi que, le cas échéant, d'une alliance européenne.

L'ouverture à l'international de la formation doctorale s'articule étroitement avec les conventions internationales de formation signées par les établissements du site.

- Pour l'ENS de Lyon : programme de formation pré-doctorale *PROSFER* avec l'Université Normale de la Chine de l'Est (ECNU), conduisant à l'attribution de bourses d'excellence Ampère ; accords de partenariat avec l'Université de Galatasaray en Turquie.
- Pour l'Université Lyon 2 : statut de membre de la nouvelle Alliance européenne *BAUHAUS4EU* visant à identifier des solutions pour la transition vers un avenir résilient, durable et inclusif, autour du patrimoine bâti, des disparités entre zones urbaines et zones rurales, de l'économie solidaire

et du multilinguisme ; convention d'établissement, au niveau master en histoire, avec l'Université de Turin, qui irrigue le vivier des doctorant.es en sciences sociales ;

- Pour l'Université de Saint-Etienne : protocole d'entente avec l'Université d'Ottawa ; statut de membre de l'Université européenne *Transform4Europe* ; participation à six masters *Erasmus Mundus*.

## DOMAINE 2 : LES DISPOSITIFS DE FORMATION, D'ACCUEIL ET D'ENCADREMENT DES DOCTORANTS

Référence 6 : La formation doctorale définit les compétences visées et met en œuvre les contenus et les méthodes de formation adaptés pour développer et valoriser les compétences des doctorants.

- C1. La formation doctorale définit et met en œuvre les objectifs, les contenus et les méthodes de formation des doctorants, ainsi que les modalités de validation des compétences acquises par les doctorants dans le cadre d'une approche par compétences.
- Et C2. La formation doctorale est construite en cohérence avec les segments professionnels visés par les fiches RNCP\* correspondant à son périmètre, dans une démarche de reconnaissance et d'usage du doctorat en tant que certification professionnelle.

Comme nous l'avons dit plus haut (Référence 3 C.1), les attendus des formations doctorales ont été redéfinis et clarifiés au début de la période 2019-2020 par les acteurs de la formation doctorale. Cette redéfinition, même si elle n'est pas allée jusqu'à une attribution d'ECTS, a pris en compte les blocs de compétence identifiés dans la fiche du doctorat du Répertoire National des Certifications Professionnelles (arrêté du 22 février 2019).

**La rédaction du manuscrit original et la validation de formations spécialisées dans la discipline du doctorat recouvrent les blocs 1, 2 et 4 :**

Bloc 1 : Conception et élaboration d'une démarche de recherche et développement, d'études et de prospective.

Bloc 2 : Mise en œuvre d'une démarche de recherche et développement, d'études et de prospective.

Bloc 4 : Veille scientifique et technologique à l'échelle internationale.

**La formation obligatoire à l'éthique de la recherche, la validation de formations transversales** (par exemple, science ouverte, recherche documentaire, intégrité scientifique, ...) **ainsi que la valorisation des communications, des publications et des enseignements universitaires, intègrent les blocs 3 et 5 :**

Bloc 3 : Valorisation et transferts des résultats d'une démarche R & D, d'études et de prospective.

Bloc 5 : Formation et diffusion de la culture scientifique et technique.

**La valorisation des activités d'engagement doctoral** (responsabilités occupées dans les conseils centraux d'établissement, dans les conseils de laboratoire et d'ED ; activités de représentation auprès d'instances universitaires ou professionnelles ; animation de formations ; organisation de manifestations scientifiques) **renvoie au bloc 6 :**

Bloc 6 : Encadrement d'équipes dédiées à des activités de recherche et développement, d'études et de prospective.

Au regard de la diversité des disciplines représentées par les sept mentions de doctorat, au regard aussi de la diversité des conditions de la recherche doctorale (par exemple, avec les contrats CIFRE et les contrats dans les programmes de recherche), il ne nous est pas paru possible d'aller plus loin que quelques orientations permettant de s'assurer que chaque doctorant.e valide un spectre de compétences de chaque bloc.

- Validation obligatoire d'une formation à l'éthique de la recherche.
- Variété de validation via des activités de formation et des activités de participation à la vie scientifique et universitaire. Sur les 120 h de formation, 20 h minimum et 60 h maximum de formations transversales et spécialisées ; 60 h minimum et 100 h maximum de validation via des activités de participation à la vie scientifique et universitaire.
- Possibilité de dispenses partielles du fait des activités professionnelles exercées, à partir du moment où elles ont un lien direct avec le sujet de thèse.

**La pertinence du parcours individuel de formation est aussi à évaluer en lien avec le projet professionnel. La cohérence de la formation est donc réfléchi spécifiquement pour chaque doctorant.e.** Elle est d'abord établie, entre le.la doctorant.e et sa direction de thèse, au cours de la première année de thèse, lors de l'établissement de la **convention individuelle de formation** (et notamment de son article 9). Cette convention, dont le dépôt est obligatoire pour la réinscription en 2<sup>ème</sup> année, est consultée par la direction de laboratoire et la direction de l'ED au moment de l'étude de la réinscription.

- C3. La formation doctorale valorise les compétences acquises par les doctorants dans leur parcours de formation, en particulier à travers leurs travaux de recherche. Elle s'appuie notamment à cette fin sur la constitution de portfolios des doctorants.

La formation doctorale valorise les compétences acquises par les doctorant.es via un portfolio dont la constitution a été simplifiée avec le passage à la plateforme ADUM.

Auparavant, les doctorant.es et docteur.es étaient amené.es à constituer eux.elles-mêmes leur portfolio, sur la base des différentes formations et activités suivies au cours de leur cursus ; ils.elles pouvaient être accompagné.es dans cette réalisation via des formations proposées par l'Université de Lyon, via aussi des personnels dédiés dans les services recherche des établissements. Depuis 2019, l'annexe (dite *Curriculum Vitae scientifique / Portfolio*) au livret de CSI (cf. Annexe 6), à compléter chaque année, demande un récapitulatif des formations suivies et activités scientifiques réalisées. 100 % des doctorant.es constituaient donc un portfolio (cf. Donnée DQT 6-3).

Avec le passage à ADUM et la possibilité de générer automatiquement un portfolio (cf. Annexe 8), à partir des informations renseignées sur ADUM, cette activité est plus simple.

### Référence 7 : Les doctorants et les candidats à l'habilitation à diriger des recherches (HDR) bénéficient de conditions d'admission et d'accueil communes et de qualité.

*Nous ne traiterons pas ici des candidat.es à l'habilitation à diriger des recherches puisque les HDR, sur le site Lyon Saint-Etienne, pendant la période 2019-2024, ne relèvent pas du périmètre de l'Ecole Doctorale, mais seulement des établissements. Comme il en a été décidé en collège doctoral de site et en accord avec les représentant.es du HCERES, les informations attendantes seront remontées dans les auto-évaluations des établissements.*

- C1. Les règles de recrutement des doctorants sont définies à l'échelle de l'école doctorale avec les unités de recherche et en associant leurs partenaires. Elles incluent notamment la politique de financement et les modalités de recrutement et d'admission des doctorants.

**Les règles de recrutement des doctorant.es sont standardisées, elles priorisent le critère de l'excellence scientifique.** Cette priorisation est doublement recherchée, d'une part par les directions de thèse, d'autre part par les commissions pédagogiques des mentions de doctorat qui assurent un rôle d'évaluation des dossiers de candidature à l'entrée en doctorat (aucune inscription en thèse, quel que soit le type de contrat, n'est validée sans l'avis de cette commission, avant avis de la direction de l'ED).

**Les commissions pédagogiques donnent leur avis sur l'entrée en thèse à deux moments-clés de l'année :** fin juin au moment de la sélection des candidatures aux jurys d'attribution des contrats doctoraux, début octobre pour l'évaluation des projets sans financement (pour les établissements concernés). **Mais aussi au fil de l'eau**, principalement au printemps quand il s'agit de soutenir ou non des candidatures dans des dispositifs de financement particuliers (CDSN, Ecoles Françaises à l'Etranger, ...).

**Concernant l'entrée en thèse**, une note minimale de 14/20 au mémoire de recherche en master est réglementairement requise ; dans les faits, les étudiant.es accepté.es en thèse ont très généralement eu au moins 16/20 à leur mémoire de master et une moyenne de 14/20 à l'ensemble de leur master. Une attention singulière est aussi accordée à une correspondance entre la discipline d'inscription et la formation à cette discipline en master. La qualité des projets de thèse est finalement évaluée à travers un format de dossier qui a été standardisé. Ce sont donc les critères d'excellence scientifique qui prévalent pour l'entrée en thèse ; ces critères sont explicites sur le site de l'ED, ils sont aussi régulièrement rappelés aux responsables de masters du site.

L'attention portée à l'excellence scientifique est aussi visible dans la **sélection des candidatures aux jurys d'attribution des contrats doctoraux** (contrats d'établissement, contrats CDSN, contrats fléchés, ...). Cette sélection se fait en deux étapes : une première étape de pré-sélection par les commissions pédagogiques des mentions de doctorat, une seconde étape lors des jurys de l'ED. Les représentant.es des doctorant.es au conseil de l'ED sont associé.es, à titre d'observateur.trices garant.es de l'équité des débats, à ces deux étapes. **Au final, la sélectivité des jurys de l'ED pour l'attribution des contrats d'établissement est très forte** (cf. infra Domaine 3, Référence 10, C2).



- C2. Les règles d'admission et d'inscription des candidats à l'habilitation à diriger des recherches (HDR) sont définies à l'échelle de l'école doctorale avec les unités de recherche qui lui sont rattachées, ou bien à l'échelle de l'établissement en associant l'école doctorale et les unités de recherche.

Les règles d'admission et d'inscription à l'HDR sont définies par les établissements. Comme il en a été décidé en collège doctoral de site et en accord avec les représentant.es du HCERES, les informations attendantes seront remontées dans les auto-évaluations des établissements.

- C3. Les modalités d'accueil des doctorant.es au sein de l'école doctorale et des unités de recherche qui lui sont rattachées sont définies collégialement entre celles-ci. Elles tiennent compte de la diversité des publics accueillis.

**Les modalités d'accueil des doctorant.es au sein de l'école doctorale sont communes à tou.te.s les doctorant.es.** Une demi-journée d'accueil est organisée chaque année en janvier (cf. supra, Référence 2, C2). Les gestionnaires de scolarité, interlocutrices de l'ED dans chaque établissement, et la secrétaire de l'ED sont des relais prioritaires pour les nouvelles recrues.

**Chaque unité de recherche et établissement organise par ailleurs son propre accueil et l'accompagnement des doctorant.es qui relèvent de son périmètre :** accompagnement administratif pour l'inscription dans ADUM, signature de la charte de l'établissement.

Pour **les doctorant.es sous contrat** (contrats doctoraux d'établissement, CIFRE, avenants d'enseignement, ...) et en-cotutelle, s'ajoute **l'aide des services de la recherche des établissements**.

**Les doctorant.es étranger.es** sont accompagné.es dans leurs démarches administratives d'inscription par les gestionnaires de scolarité et le secrétariat de l'ED. Ils.elles sont aussi invité.es à contacter l'espace ULYS de l'Université de Lyon pour les démarches administratives auprès des services de l'Etat. En 2021-2022, le conseil de l'ED a exceptionnellement décidé de financer la relecture de la thèse écrite en français de doctorant.es étranger.es. Certains établissements proposent aussi des cours de français langues étrangères en appui à l'internationalisation.

**Les doctorant.es ayant des besoins spécifiques** (cf. Donnée DQT 7-3) peuvent être accompagné.es, pour leur accès physique aux unités de recherche et pour le suivi de leur cursus, par des services dédiés au sein des établissements. Les demandes de réinscription dérogatoire prennent bien sûr en compte ces besoins spécifiques, ainsi que les événements de vie et de santé éprouvés par les doctorant.es au cours de leur cursus. Les doctorant.es peuvent mentionner, si ils.elles le souhaitent, dans le livret de CSI, si ils.elles bénéficient d'une Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH), ils.elles peuvent aussi prendre directement contact avec la direction de leur unité de recherche et/ou de l'école doctorale pour réfléchir à un aménagement de leur cursus. C'est le cas chaque année d'un.e à deux doctorant.es.

**Les doctorant.es rencontrant des difficultés psychologiques** (dont le nombre est en hausse) sont orienté.es prioritairement par les laboratoires et les membres de leur CSI vers les ressources dédiées mises à disposition des établissements et de leurs services santé étudiante / médecine de prévention / médecine du travail. Ils.elles peuvent aussi l'être par l'ED sur la base des remontées d'information par les CSI ou les représentant.es des doctorant.es. Chaque année, sont présentés les différents services lors de la réunion de rentrée de l'ED et des réunions de rentrée des établissements. Les informations sur les cellules d'écoute sont aussi indiquées dans la Charte du doctorat (cf. Annexes 4.1 à 4.7, paragraphe 7).

**Les doctorant.es sous contrat** sont invité.es à déclarer sous ADUM leurs arrêts maladie. Il est à noter que plusieurs extensions de contrat doctoral ont été attribuées à la suite de la pandémie de COVID par les établissements porteurs des contrats. Il a été convenu entre la direction de l'ED et les directions d'unité que les CSI pouvaient être reportés hors de la période standard (mi-mai à mi-septembre) pour des raisons de santé.

- C4. Les doctorants bénéficient de ressources numériques et d'espaces physiques au sein de l'école doctorale, de l'unité de recherche ou de l'établissement pour mener à bien leurs travaux individuels et collectifs.

Il n'est pas possible de rentrer dans le détail de l'accueil dans les dix-sept unités de recherche (avec des effectifs très variables (en 2023-2024, 11 unités ont moins de 20 doctorant.es, 2 entre 20 et 40, 3 entre 70 et 90, 1 plus de 120) certaines étant multi-localisées (notamment sur les sites des différents établissements et sur les sites de la MSH et de la MOM), d'autres non. Il reste que **les unités de recherche et leurs**



établissements de tutelle accordent une attention particulière à permettre un accès physique des doctorant.es à des locaux et des bureaux, permettant un travail sur site ; la plupart des structures de recherche prennent aussi en charge l'équipement informatique. Ces conditions (bureau, moyens informatiques, équipements particuliers) sont précisées dans la convention individuelle de formation signée par le.la doctorant.e et sa direction de thèse. Les aménagements d'accès pour les doctorant.es handicapé.es sont pensés au cas par cas, en articulation avec les missions Handicap des établissements.

**Référence 8 : Les doctorants et les candidats à l'HDR bénéficient d'un encadrement et d'un accompagnement de qualité permettant le bon déroulement de leurs travaux de recherche.**

- C1. Les règles et les modalités de suivi et d'encadrement des doctorants sont définies, en tenant compte des principes de l'intégrité scientifique, au sein de l'école doctorale et des unités de recherche, et en associant leurs partenaires.

Les règles et les modalités de suivi et d'encadrement sont définies conjointement par l'ED, les établissements et les unités de recherche. **Des représentant.es des doctorant.es sont présent.es dans chacune des instances centrales de ces entités : conseils d'ED, conseils centraux d'établissement, conseils d'unités de recherche.** Les représentant.es des doctorant.es au conseil de l'ED sont aussi présent.es dans les jurys d'attribution des contrats doctoraux. Ils.elles ont été étroitement associé.es à la refonte du règlement intérieur de l'ED (cf. Annexe 9).

Des actions de sensibilisation à l'intégrité scientifique sont engagées par les différents établissements. L'Université Lyon 3 a par exemple mis en place un groupe de travail sur l'intelligence artificielle et engagé une politique de prévention du plagiat. Elle a mis en place en 2023 une commission doctorat et HDR, ainsi que formalisé une réunion mensuelle des directions d'unité de recherche et des écoles doctorales, dans laquelle les questions d'intégrité scientifique sont régulièrement débattues.

C2. Les règles et les modalités de suivi et d'accompagnement des candidats à l'HDR sont définies, en tenant compte des principes de l'intégrité scientifique, à l'échelle de l'école doctorale et des unités de recherche, ou bien à l'échelle de l'établissement, en associant l'école doctorale et les unités de recherches.

*Le suivi et l'accompagnement des candidat.es à l'HDR sur le site Lyon Saint-Etienne ont relevé des établissements pendant la période 2019-2024. Comme il en a été décidé en collège doctoral de site et en accord avec les représentant.es du HCERES, les informations attendantes seront remontées dans les auto-évaluations des établissements.*

- C3. La composition et le fonctionnement des comités de suivi individuels (CSI) sont conformes aux dispositions réglementaires. La mise en œuvre effective est assurée par l'école doctorale en lien avec les unités de recherche qui lui sont rattachées.

**Les comités de suivi individuel de thèse (CSI)** ont été mis en place en 2017. Leur organisation a été discutée entre les établissements, les structures de recherche et l'ED.

**Les CSI ont été réformés en 2023 : ils ont ainsi été généralisés en 2023-2024 pour les doctorant.es dès leur première année d'inscription et la composition des comités a été rendue pérenne tout au long du parcours.** La mise en œuvre de cette nouvelle organisation des CSI a de nouveau été discutée entre les établissements, les structures de recherche et l'ED ; des échanges ont été aussi organisés par l'ED avec les ED EPIC (Education Psychologie Information Communication) et 3LA (Lettres Langues Linguistique Arts) pour parvenir à une organisation proche. **Une notice de composition et d'organisation des CSI** a finalement été validée en février 2023 (cf. Annexe 5) : elle est commune pour tou.tes les doctorant.es de l'Ecole Doctorale. **Un livret annuel dont la base est commune à toutes les unités de recherche** a aussi été co-construit, sous le pilotage de l'ED (cf. Annexe 6).

**Les compositions des CSI sont proposées par les unités de recherche, validées par l'ED. Les CSI sont organisés chaque année par les laboratoires.** L'ED valide les réinscriptions sur la base de leur avis ; elle peut être sollicitée à tout moment par les membres des CSI. Tous les CSI ayant abouti à un avis défavorable à la réinscription ou à un avis favorable avec réserve ont été traités spécifiquement par la commission de suivi des thèses de l'ED, en coordination étroite avec les directions d'unités de recherche, en lien aussi avec le.la doctorant.e et la direction de thèse.

**Chaque année, l'organisation des CSI est une tâche d'ampleur pour les dix-sept laboratoires de recherche rattachés à l'ED.** 504 doctorant.es en 2023-2024, cela signifie près de 450 CSI à organiser (nb : les doctorant.es soutenant dans l'année civile sont exempté.es) : 450 temps à dégager, avec à chaque fois, deux personnes à mobiliser en plus des doctorant.es et des directions de thèse (environ 250). C'est une tâche essentielle dans le suivi des doctorant.es, qui mobilise les laboratoires, leurs différents membres (administratifs pour l'organisation, chercheur.es et enseignant.es-chercheur.es pour la tenue du CSI). C'est devenu un enjeu crucial dès le début du doctorat, un temps fort dans l'année pour les doctorant.es, les directions de thèse et les collègues.

On précise aussi qu'une évaluation du dispositif des CSI est faite chaque année en conseil de l'ED, sur la base des retours des représentant.es des doctorant.es. En octobre 2023, un groupe de travail interne au LARHRA a aussi produit un état des lieux qui a été discuté en conseil de l'ED.

- C4. Les doctorants bénéficient de dispositifs de soutien pour mener et valoriser leurs travaux de recherche. Ces dispositifs incluent les conditions matérielles et financières nécessaires pour la réalisation du doctorat.

En dehors des soutiens humains, **les doctorant.es bénéficient d'abord, pour leurs travaux de recherche, des appuis financiers de leurs unités de recherche, sur la base des budgets alloués par les établissements-tutelles ou sur financements propres** (cf. Domaine 1, Référence 2, C1). Certains établissements viennent par ailleurs en appui pour certains financements de mobilité internationale.

**L'ED 483 peut venir en appui des unités de recherche**, principalement pour les communications à des colloques et journées d'étude, nécessitant des déplacements et/ou des frais d'inscription, plus exceptionnellement pour des missions de recherche. Elle soutient aussi financièrement des colloques et journées d'études organisés par les doctorant.es rattachés à l'ED. Sur le budget de l'ED 2024 (33 729 euros) : 20 600 euros (61,1 %) ont été affectés pour soutenir des communications de doctorant.es, 3650 euros (10,8%) ont consisté en des soutiens à des manifestations scientifiques (Donnée DQT 8-4a). Les autres dépenses ont été affectées au financement du contrat du webmaster, à des vacations pour l'animation d'une formation par un doctorant, à l'organisation des jurys et de la journée de rentrée de l'ED.

A noter : les co-financements de l'ED se font sous condition de l'avis favorable du laboratoire qui doit apporter un co-financement à hauteur de 50% au moins. Ils sont plafonnés à 300 euros pour une communication en France, à 600 euros pour l'étranger.

**Les soutiens financiers de l'ED ne sont pas suffisants au regard du nombre de doctorant.es** : seuls 57 doctorant.es sur 504 ont ainsi été co-financés en 2023-2024 pour une mission ou communication (Donnée DQT 8-4b). **Le budget de l'ED, en baisse de 12 % sur la période 2019-2024** (cf. Référence 13, C5), **ne permet malheureusement pas de satisfaire toutes les demandes de financement et ne permet pas de développer une offre de formations à la hauteur des effectifs et des besoins des doctorant.es de l'ED**, en faisant intervenir des formateurs.trices extérieures ou en rémunérant des intervenant.es du site (cf. Domaine 1, Référence 3, C2).

- C5. Les dispositifs d'encadrement des doctorants et d'accompagnement des candidats à l'HDR intègrent des mesures en faveur de la promotion des bonnes pratiques, de la lutte contre les discriminations et les stéréotypes, ainsi que de la prévention des conflits et du harcèlement.

**La Charte du doctorat commune** aux établissements du site Lyon - St Etienne membres et associés de la COMUE Université de Lyon, signée par tou.tes les doctorant.es et leurs directions de thèse, informe, en son paragraphe 7 (Cellules d'écoute, procédure de médiation), les doctorant.es de **l'existence des procédures de médiation et de signalement, ainsi que des ressources afférentes (cellules d'écoute, instances dédiées dans les établissements et l'ED)** (cf. Annexes 4.1 à 4.7). **L'article 8 du Règlement Intérieur de l'ED** définit aussi précisément les procédures de médiation en cas de litige et de signalement de situations de discrimination, de harcèlement, de violence sexuelle et sexiste (cf. Annexe 9).

**Voici les procédures, sachant que chaque année, sur la période 2019-2024, cela a concerné entre deux et quatre cas. Dans l'éventualité d'un litige survenu entre un.e doctorant.e et sa direction de thèse au cours du déroulement de la thèse**, une première médiation a lieu au sein de l'équipe de recherche. Si celle-ci s'avère inefficace, une procédure de médiation est alors mise en place par l'ED sur demande du doctorant ou de la doctorante ou de sa direction de thèse. Les représentant.es des doctorant.es sont partie prenante de cette médiation. A n'importe quelle étape, les doctorant.es peuvent se faire assister par un.e représentant.e doctorant.e élu.e au conseil de l'ED ou dans l'une des instances de son

établissement d'inscription. Une fois saisie, la direction de l'ED instruit la demande, en sollicitant tous les avis utiles, puis propose une décision (changement de direction de thèse par exemple) et la soumet à la Vice-Présidence / Direction Recherche de l'établissement d'inscription. Il est prévu que si cette médiation échoue au niveau de l'ED (**cela n'est jamais arrivé sur la période 2019-2024**), la Commission Recherche de l'établissement d'inscription soit saisie, celle-ci pouvant désigner d'autres médiateurs ou médiatrices.

**Dès que l'ED prend connaissance d'une situation de discrimination, de harcèlement, de violence sexiste ou sexuelle**, elle procède à un signalement aux instances compétentes dans les établissements (cellule d'écoute et d'accompagnement ; commission de prévention ; services idoines permettant un accompagnement médical, social et/ou juridique, des mesures de protection, le déclenchement d'une enquête administrative). Ces démarches se font toutes avec l'accord de la personne concernée. Les doctorant.es peuvent aussi saisir directement les instances compétentes sus-mentionnées. **Là encore, cela n'est pas arrivé sur la période 2019-2024.**

Notons par ailleurs que **de nombreuses actions sont conduites dans les établissements par les observatoires sur l'Egalité et dans les laboratoires par les référent.es Egalité** : plan d'actions : diffusion de newsletter ; organisation de formations animées par des spécialistes dans les problématiques d'égalité professionnelle ; organisation d'événements scientifiques durant les journées internationales des droits des femmes et contre les violences faites aux femmes. Par exemple, le 25 novembre 2024, la MOM a organisé une « fresque du sexisme » (un atelier d'intelligence collective pour détricoter la mécanique sexiste et se projeter dans une société égalitaire).

*En ce qui concerne l'accompagnement des candidat.es à l'HDR, il a relevé sur le site Lyon Saint-Etienne des établissements pendant la période 2019-2024. Comme il en a été décidé en collège doctoral de site et en accord avec les représentant.es du HCERES, les informations attendantes seront remontées dans les auto-évaluations des établissements.*

- C6. Les règles et les critères de soutenance des thèses de doctorat sont définis au sein de l'école doctorale avec les unités de recherche, en associant leurs partenaires. Ils visent à vérifier la production de connaissances nouvelles et à garantir la qualité du doctorat. Ils peuvent inclure des conditions incitatives à la production scientifique en amont de la soutenance.

La validation de la venue en soutenance des thèses de doctorat par les établissements, après avis de la direction de l'ED, suit les règles de l'arrêté du 25 mai 2016 modifié en 2022. Hors la production du manuscrit original, elle n'inclut pas de conditions impératives de production scientifique en amont de la soutenance. La validation de la venue en soutenance se fait sur la base des avis des deux rapporteur.trice.s, éventuellement plus en cas d'avis réservés ou défavorables.

- C7. Les règles et les critères de soutenance des HDR sont définis à l'échelle de l'école doctorale et des unités de recherche, ou bien à l'échelle de l'établissement en associant l'école doctorale et les unités de recherche.

*Sur la période 2019-2024, sur le site Lyon Saint-Etienne, les règles et les critères de soutenance des HDR ont été définis par les établissements. Comme il en a été décidé en collège doctoral de site et en accord avec les représentant.es du HCERES, les informations attendantes seront remontées dans les auto-évaluations des établissements.*

## Référence 9 : Les dispositifs de la formation doctorale sont adaptés aux doctorants internationaux.

- C1. La formation doctorale inclut des dispositifs de soutien à la préparation et au développement de la mobilité entrante et sortante des doctorants.

Les différents partenaires de la formation doctorale soutiennent les mobilités internationales par différents dispositifs : soutiens financiers des laboratoires et de l'ED accrus pour les missions et communications à l'étranger (ou en France pour les doctorant.es en co-tutelle établi.es à l'étranger), dispositifs d'aide financière à la mobilité dans les établissements (par exemple Mobidoc à l'Université Lyon 2, cf. Référence 2, C1), soutiens dans la mise en place des co-tutelles, formation en langue étrangère et en Français Langue Etrangère.

- C2. La formation doctorale inclut des enseignements en langue étrangère, en appui à son internationalisation.

En 2023/2024, 184 doctorant.es ont participé à une formation dispensée en langue étrangère, 10 à une formation à la communication scientifique écrite et orale en langue étrangère (cf. Données DQT 9-2a et 9-2b).

- C3. La formation doctorale inclut des formations assurées partiellement ou entièrement à distance, et s'appuie sur les outils numériques de diffusion et d'enseignement, en particulier pour favoriser l'accès des publics distants, dont les doctorants en mobilité internationale ou sur terrain d'étude.

En 2023/2024, 26 formations ont été assurées entièrement ou partiellement à distance (hybride, co-modal, synchrone, asynchrone), 96 doctorant.es ont participé à des formations à distance (cf. Données DQT 9-2a et 9-2b). Au regard du nombre de doctorant.es en co-tutelle et/ou engagé.es sur des terrains à l'international, cette possibilité d'enseignement à distance est importante.

## DOMAINE 3 : LE PARCOURS DES DOCTORANTS DE LA FORMATION DOCTORALE

Référence 10 : La formation doctorale veille à son attractivité, ainsi qu'à la qualité de son recrutement.

- C1. Les dispositifs d'information sur la formation doctorale mis en place par l'école doctorale, par les unités de recherche et/ou par l'établissement, ainsi que les dispositifs de financement mis en place dans son périmètre contribuent à sa visibilité et à son attractivité.

Les informations sur les calendriers des campagnes d'attribution des contrats doctoraux sont transmises aux établissements et aux unités de recherche, très en amont (après le conseil de l'ED de l'automne de l'année civile précédente) des jurys (début juillet), dans les procès-verbaux des conseils d'ED. Elles sont aussi affichées sur le site de l'ED. Les responsables de mention de doctorat les transmettent aussi aux membres de leurs commissions pédagogiques dont font partie les responsables de master.

Des informations de procédure et de calendrier tenant aux autres formes de financement doctoral sont aussi affichées sur le site de l'ED.

La direction de l'ED participe par ailleurs aux journées d'information sur le doctorat, organisées dans les établissements et destinées aux étudiant.es de master.

- C2. La formation doctorale mesure son attractivité en analysant l'évolution des candidatures et des inscriptions des doctorants.

Les inscriptions des doctorant.es en 1<sup>ère</sup> année sont en légère baisse sur la période : **81 en 2019-2020**, 86 en 2020-2021, 92 en 2021-2022, 85 en 2022-2023, **75 en 2023-2024** (cf. Données DC 2a), soit une baisse de 7,4% entre les deux bornes chronologiques. Comme nous l'avons écrit plus haut (cf. Domaine 1, Référence 1, C1), cette baisse paraît liée à plusieurs facteurs : baisse d'attractivité du doctorat à l'échelle nationale, souhait plus affirmé de privilégier un financement doctoral dédié. Il reste qu'il n'y a pas de forte érosion des effectifs entrants en doctorat. L'attractivité reste forte pour les meilleur.es étudiant.es de master.

**L'attractivité est difficile à approcher via le seul nombre de dossiers déposés** (cf. Données DQT 10-1a et DQT 10-1b), car ce ne sont généralement que les excellents dossiers qui sont déposés puis retenus, les dossiers moins solides n'allant pas jusqu'au dépôt d'une candidature. Les directions de thèse pressenties jouent ainsi un rôle en amont du dépôt en ne soutenant que les meilleurs dossiers scientifiques ; les réunions d'informations auprès des étudiant.es de master jouent aussi un rôle de sélection en insistant sur les niveaux d'exigence requis. **Chaque année, en moyenne, ce sont 4 à 5 dossiers de candidature qui sont finalement refusés par les commissions pédagogiques des mentions de doctorat.** Le refus tient généralement aux notes obtenues en master. **La sélectivité pour l'entrée en thèse est donc très forte.**

**La sélectivité est aussi très forte pour les contrats doctoraux d'établissement.** En 2024, 57 dossiers ont été reçus, 37 ont été pré-sélectionnés par les commissions pédagogiques des mentions de doctorat et auditionnés pour 17 contrats attribués (cf. Données DQT 10-1b). Pour chaque contrat doctoral fléché, les jurys pré-sélectionnent pour l'audition entre 2 à 3 personnes par contrat, parmi en général 5 à 6 dossiers.

Référence 11 : La formation doctorale veille au bon déroulement et à la qualité du parcours de formation de ses doctorants.

- C1. La formation doctorale veille au bon déroulement et à la qualité du parcours de formation de ses doctorants, en mettant en place des dispositifs d'accompagnement et d'aménagement de ce dernier, lesquels concernent notamment les mesures garantissant le bon déroulement des thèses et celles permettant l'aménagement des parcours des publics ayant des besoins spécifiques, et en s'appuyant sur l'analyse de leur parcours (par exemple, en matière de durée de thèse, d'abandons, etc.).

Les acteurs de la formation doctorale ont mis en place diverses mesures visant à améliorer le parcours de formation : révision de l'organisation des CSI en 2023, mise en place d'une fiche pour les réinscriptions dérogatoires, limitation du nombre d'encadrements par directeur.trice de thèse (nombre maximal passé

de 10 à 8, cf. infra Domaine 4, Référence 13, C1), valorisation des co-directions, suivi rapproché des doctorant.es en difficulté, politique de réduction du nombre de longues thèses.

**351 thèses ont été soutenues sur les années civiles 2020 à 2024** (802 depuis 2014) (cf. Donnée DC 8). **La durée moyenne des thèses est de 80 mois en 2024 : 70 mois pour les thèses financées, 92 mois pour les thèses non financées** (cf. Données DQT 11-1a et 1b). La politique visant à réduire la durée des thèses n'a pas encore pleinement porté ses fruits, contrairement à celle de réduction du nombre de longues thèses.

#### Nombre de soutenances, durée moyenne des thèses soutenues et médiane sur la période 2019-2024

Année civile	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nb soutenances	66	55	66	76	96	58
Durée moyenne	71	68	72	73	81	80
Médiane	54	57	60	61	66	62

**Le nombre de soutenances a connu des sommets en 2022 et 2023.** Plusieurs facteurs jouent ici : il y a eu un rattrapage des « années COVID » qui ont conduit à une baisse des soutenances en 2020 et 2021 ; il y a eu aussi un premier effet de la politique engagée par l'ED, en articulation étroite avec les unités de recherche et la très grande majorité des directions de thèse, pour faire aboutir les longues thèses (et ainsi réduire leur nombre), notamment celles après la 8<sup>ème</sup> année d'inscription (cf. infra). On note aussi en 2024 une baisse significative du nombre de soutenances par rapport aux années précédentes. Là encore, il est essentiel de rappeler les effets des périodes de confinement qui ont marqué les débuts de thèse de celles et ceux qui pourraient commencer à soutenir : beaucoup de terrains ont été empêchés ou retardés ; on a assisté aussi à une augmentation des signes de fragilité psychologique liés à ce contexte.

#### Une politique de réduction du nombre de longues thèses

Sur la base d'une réflexion concertée dans les unités de recherche et les conseils de l'ED, cette politique a conduit à instaurer en 2023 un formulaire de demande de réinscription dérogatoire (à remplir par le/la doctorant.e et la direction de thèse, avec des éléments très précis sur les avancées de thèse et le calendrier envisagé de soutenance), et à soumettre des avis favorables à la réinscription des très longues thèses (en 3<sup>ème</sup> année dérogatoire) à un engagement très strict à la soutenance dans l'année universitaire. Cette politique a poussé nombre.ses doctorant.es à soutenir leur thèse et à s'engager dans la finalisation de celle-ci. Elle n'a pas encore eu d'effet sensible sur la longueur moyenne des thèses, encore élevée en comparaison avec d'autres ED. L'attachement à un format de thèse spécifique aux SHS (un travail de terrain personnel aboutissant à la rédaction d'un mémoire original, selon un standard de manuscrit long, même s'il est attendu qu'il soit plus réduit qu'il y a quelques années) est un facteur d'explication ; le choix de l'ED de permettre à des doctorant.es sans financement dédié, en est un autre. Surtout, le choix politique a été fait d'inciter très fortement les doctorant.es dans des thèses longues ou tardives à faire aboutir leurs thèses plutôt qu'à abandonner, tout en veillant à ce que les conditions de cet achèvement soient les meilleures possibles.

Cette politique, si elle ne s'est pas encore traduite sur la durée moyenne des thèses, est très apparente dans d'autres données. Elle a ainsi déjà abouti à **une réduction significative de la part des D7 et plus, et plus encore de la part des D9 et plus.**

#### Effectifs et proportions des longues thèses sur la période 2019-2024

	2019/2020	2020/2021	2021/2022	2022/2023	2023/2024	2024/2025
Effectif D7 et plus	109	130	130	116	73	70
% D7 et plus / total	17,72	21,49	22,00	20,42	14,48	14,58
Effectif D8 et plus	56	76	85	78	54	29
% D8 et plus / total	9,11	12,56	14,38	13,73	10,71	6,04
Effectif D9 et plus	30	36	53	49	33	19
% D9 et plus / total	4,88	5,95	8,97	8,63	6,55	3,96



**Concernant les abandons**, leur nombre avoisine les 30 par an (cf. Donnée DQT 11-1c). **Ce nombre est en baisse en 2023/2024 (27 abandons), sans doute un premier signe du renforcement du suivi** (élargissement du CSI à la première année, accompagnement serré des doctorant.es en années d'inscription dérogatoire). **Chaque année, la liste nominative des doctorant.es ayant abandonné est étudiée par la direction de l'ED et les responsables de mention, en articulation avec les unités de recherche.** Les données chiffrées (non nominatives) sont aussi étudiées en conseil de l'ED.

**Les données quantitatives sur les abandons ne permettent pas d'identifier des points de fragilité spécifiques qui tiendraient aux établissements d'inscription, aux unités de recherche, aux mentions de doctorat, aux années d'inscription** (toutes les années sont concernées, pas seulement les années dérogatoires : 9 des 27 abandons en 2023-2024 concernaient des D2 et D3, 11 des D4 à D6, 7 des D7 et plus), **ni même aux modes de financement.** Pour l'année 2023-2024, sur les 27 abandons, on compte 10 doctorant.es ayant bénéficié d'un contrat doctoral initial, 12 doctorant.es ayant été financés par un emploi sans lien direct avec la thèse, 5 doctorant.es n'ayant pas déclaré de financement au moment de leur inscription initiale. Si ces proportions respectives amènent à avoir un regard très attentif sur les doctorant.es n'ayant pas bénéficié de financement doctoral dédié (ce qui invite à continuer de renforcer la recherche de financements), le nombre d'abandons de doctorant.es ayant eu un financement initial et parfois au cours même de leur contrat doctoral montre que l'enjeu des abandons n'est pas qu'une affaire de financement. Il tient sans doute à des facteurs qui dépassent le cadre de l'ED (baisse de l'attractivité des métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche), mais qui n'empêchent pas moins de réfléchir à des pistes d'action (notamment une meilleure information, en amont du doctorat, des étudiant.es de master sur les exigences du parcours doctoral et sur les devenir professionnels après la thèse ; un accompagnement à la professionnalisation tout au long du doctorat).

Précisons qu'un suivi très fin des raisons des abandons n'est pas toujours possible. Environ 50 % des doctorant.es déclarent officiellement leurs abandons via la fiche d'abandon qui leur est adressée par l'ED. Les autres, même si ils.elles ont fait part de façon informelle de leur abandon à leur direction de thèse, ne remplissent pas ce document et sont finalement déclaré.es en abandon parce qu'ils.elles ne réinscrivent pas.

**Concernant le nombre de transferts de doctorant.es vers une autre ED** (cf. Donnée DQT 11-1d), il est peu élevé, entre 0 et 2 cas par an. Ce sont des doctorant.es dont la direction de thèse a été mutée dans un autre établissement et qui souhaitent suivre leur direction de thèse. Précisons que la possibilité de terminer leur doctorat sur le site leur est offerte.

**Concernant les demandes de césure** (cf. Données DQT 11-1e et 1f), elles sont étudiées par les directions des établissements co-accrédités, sur avis de la direction de l'ED. En moyenne, ce sont trois à quatre césures qui sont accordées chaque année.

**Concernant les demandes de VAE** (cf. Données DQT 11-1g et 1h), elles sont encore très peu nombreuses. Mais leur nombre est amené à se développer. L'Université Lyon 2 a mis en place ce dispositif à l'échelle du doctorat en 2023 : cela a abouti à une soutenance en 2024 en sociologie anthropologie. Sur la période 2019-2024, l'INSA de Lyon a aussi fait aboutir une thèse en VAE en géographie aménagement urbanisme. Précisons que le conseil de l'ED s'est prononcé en faveur de l'élargissement de ce dispositif, à partir du moment où les établissements retiennent des critères très sélectifs à l'entrée (niveau de production scientifique, étude du dossier par la commission pédagogique de la mention de doctorat) et pour la composition des jurys.

## Référence 12 : La formation doctorale veille à la qualité du devenir professionnel de ses docteurs, au regard de ses objectifs et de la réalité du marché de l'emploi.

Avant d'évoquer des tendances générales sur les devenir professionnels, on peut mettre en avant **quelques distinctions individuelles remarquables. De 2020 à 2024, ont été lauréat.es de prix de thèse :**

Ninon Blond en géographie aménagement urbanisme (Prix de thèse 2023 du Comité national français de géographie) ;

Elsa Boulet en sociologie (Prix 2021 du GIS Institut du Genre, Accessit 2021 de l'Université Lyon 2 ; Prix Jeune Recherche 2022 de la Métropole de Lyon) ;

Etienne Bourel en anthropologie (Prix Pierre Bouvier 2023 de la revue Socio-anthropologie) ;



Anne-Lise Boyer géographie aménagement urbanisme (Prix 2023 de l'article francophone de l'Association pour l'enseignement et la recherche en urbanisme et aménagement) ;

Amélie Deschamps en géographie aménagement urbanisme (Prix Jeune Recherche 2023 de la Métropole de Lyon) ;

Kevin Del Vecchio en science politique (Prix de thèse 2024 du Réseau International de recherche sur les Organisations et le Développement Durable) ;

Saphia Doumenc en science politique (Accessit 2023 de l'Université Lyon 2) ;

Baptiste Enki en histoire (Prix de thèse 2024 de l'Université Lyon 2 ; 2<sup>ème</sup> prix Mohammed Arkoun 2024 de la thèse en islamologie) ;

Margot Giacinti en science politique (Prix 2024 du GIS Institut du Genre) ;

Irène Gimenez en histoire (Prix 2023 du GIS Institut du Genre) ;

Pierre Gras en géographie aménagement urbanisme (Prix citoyen 2023 du patrimoine Anne et Régis Neyret, Ville de Lyon) ;

Salma Hargal en histoire (Prix 2023 du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans) ;

Marion Lang en science politique (Prix de thèse 2021 de l'UJM ; prix Jeune Recherche 2021 de la Métropole de Lyon ; prix de l'excellence en science politique de la fondation de l'UJM) ;

Anne-Adelaïde Lascaux en géographie aménagement urbanisme (Accessit du Prix de thèse 2023 de l'Université Lyon 3) ;

Marine Lépée en mondes anciens (Accessit 2024 de l'Université Lyon 2) ;

Antoine Lévêque en science politique (2<sup>ème</sup> prix de thèse 2022 du Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe) ;

Diego Miralles-Buil en géographie aménagement urbanisme (Prix de thèse 2024 de l'Université Lyon 2) ;

Laetitia Mongeard en géographie aménagement urbanisme (Prix de thèse 2021 du Réseau international de recherche sur les organisations et le développement durable) ;

Aurélien Montel en histoire (Prix Michel Seurat 2020 du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans) ;

Dieu Merci Eluo Ndumba en géographie aménagement urbanisme (Prix 2023 du meilleur poster de doctorant de l'Association internationale de climatologie) ;

Clara Pérez en mondes anciens (Prix de thèse 2022 de l'Université Lyon 3) ;

Gaspard Renault en anthropologie (Prix de thèse 2022 de l'Université Lyon 2) ;

Bénédicte Rivet en sociologie (Prix spécial de thèse 2024 de l'Inspection générale des affaires sociales) ;

Théo Sabadel en science politique (Prix de thèse de la fondation Mattéi Dogan 2024) ;

Jean Tassin en sociologie (Prix de thèse 2024 Socio-économie et anthropologie des alternatives économiques de la fondation Hadrien Saiagle)

Béatrice Zani en sociologie (Prix de thèse 2020 de l'Université Lyon 2 ; Prix 2021 Mobility Dissertation Award, Mobile Lives Forum).

En plus de ces premiers indices de reconnaissance pour 26 doctorant.es, on peut aussi citer **quelques réalisations de doctorant.es mises en avant dans les portfolios de certaines unités de recherche** :

- Le Centre Max Weber mentionne la publication en 2023 d'un ouvrage dirigé par deux de ses doctorant.es : Laurine Thizy, Justine Vincent, Sinem Gunes, Irem Nihan Balci (dir.), *Biologisation(s). Les usages sociaux de l'argument biologique en santé* (ENS Éditions) ainsi que les journées d'études organisées par quatre de ses doctorant.es : « Les indicibles de l'enquête », en décembre 2023.
- Le CIHAM évoque la parution en 2022 de *Faire famille au Moyen Age* (CIHAM Editions), un ouvrage dirigé par deux de ses doctorant.es, Florentin Briffaz et Prunelle Deleville, et issu des actes de Journées d'études doctorales du laboratoire en 2019.

- Le LARHRA met en avant deux initiatives de médiation scientifique : celle de Fanny Lalande autour des écritures carcérales, qui a donné lieu à une production audiovisuelle par le service de la MSH Lyon Saint-Etienne ; celle de Mathis Farcy, commissaire adjoint d'une exposition et d'un colloque autour des 200 ans de l'hôpital psychiatrique Saint-Jean de Dieu et du thème « Familles et psychiatrie ».
- Triangle mentionne la publication en 2024 par un collectif de doctorant.es et jeunes docteur.es, d'*Enquêter sur les relations professionnelles : méthodes, outils et pratiques* à ENS Editions.

**Ces prix nominatifs et réalisations collectives sont des premiers indicateurs de la reconnaissance globale de la formation doctorale et de la qualité de leurs devenir professionnels.**

- C1. La formation doctorale veille à la qualité du devenir de ses docteurs en s'appuyant sur l'analyse des résultats des enquêtes de suivi de leur parcours et de leur devenir professionnel.

Sur le site Lyon Saint-Etienne, **les enquêtes de suivi transversal des devenir professionnels sont prises en charge par le Service des études doctorales de l'Université de Lyon**. Elles n'ont pas été continuées sur l'ensemble de la période. Les dernières données analysées concernent le devenir des docteur.es de l'année 2018. 42 des 78 docteur.es 2018 ont répondu à l'enquête réalisée au 1<sup>er</sup> décembre 2021, soit 54 % de participation (cf. Données DQT-12-1e). Voici quelques-uns des résultats de cette enquête (<https://www.universite-lyon.fr/recherche/doctorat/carriere-et-emploi/observatoire-de-l-insertion-professionnelle-des-docteurs-6514.kjsp?RH=1498120973822>).

- 20 docteur.es se sont présentés à la qualification CNU et 17 l'ont obtenue.
- 33 répondant.es sur 42 occupaient un emploi au 1<sup>er</sup> décembre 2021 : parmi elles et eux, 21 étaient en CDI, 2 en CDD, 6 en post-doctorat, 2 en ATER et un autoentrepreneur. Par ailleurs, un docteur n'avait pas indiqué son type de contrat et 7 répondant.es avaient déclaré être sans emploi.
- Le mode d'obtention de l'emploi passait principalement par les concours et le réseau professionnel des collègues. Voici la répartition des 27 docteur.es ayant répondu à cette question.

Concours	10	37%
Réseau professionnel (directeur de thèse, collègues, ...)	5	19%
Autre	4	15%
Réseaux sociaux (Linkedin, Viadéo, Facebook, ...)	3	11%
Organismes d'emploi (Pôle emploi, APEC)	2	7%
Réseau personnel (famille, amis, ...)	2	7%
Création d'entreprise	1	4%
Total	27	100%

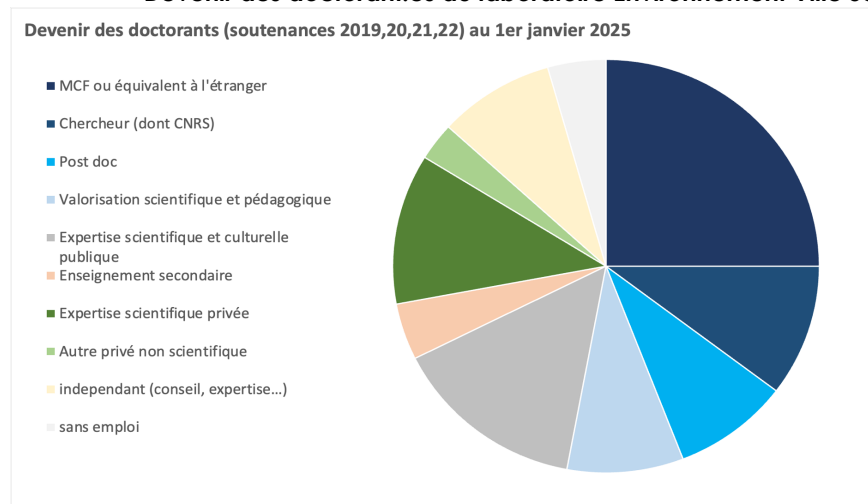
- Parmi les 33 docteur.es en emploi, 6 étaient en post-doctorat. 21 docteur.es (sur 26 répondant.es en emploi hors post-doctorat) avaient un contrat stable (CDI, fonctionnaire ou contrat permanent), 2 un contrat temporaire (CDD ou contrat limité), 2 avaient un emploi d'ATER, 1 docteur.e était chef d'entreprise. 11 docteur.es étaient enseignant.es de l'enseignement supérieur, 4 ingénieur.es et cadres techniques d'entreprise, 4 enseignant.es du secondaire général et technologique, 2 cadres de la fonction publique, 2 cadres administratifs d'entreprise, 2 ouvrier.es, 1 religieux.euse et 1 professionnel.le de l'information.

- Sur 29 réponses parmi les 42 répondant.es, le salaire médian des docteur.es en emploi était de 2 000 euros ; il ne différait pas selon le sexe. 10 docteur.es travaillaient dans le secteur privé, 17 dans le secteur public, 2 étaient membres d'associations à but non lucratif et 1 était en poste dans une organisation internationale. Par ailleurs, 1 docteur.e était autoentrepreneur.e.

Ces différentes données sont difficiles à interpréter, à partir du moment où elles ne peuvent pas être comparées sur la dernière période. L'Université de Lyon a garanti de prochaines analyses sur l'enquête conduite au 1<sup>er</sup> janvier 2023 sur la génération 2020.

**En parallèle de ces études transversales (sur l'ensemble du périmètre de l'ED), les unités de recherche mènent généralement leur propre enquête de suivi.** C'est par exemple le cas du laboratoire EVS, la plus grosse unité de recherche rattachée à l'ED, qui a conduit une enquête sur la situation professionnelle au 1<sup>er</sup> janvier 2025 de ses 69 doctorant.es ayant soutenu entre 2019 et 2022. On donnera ici un seul exemple de donnée de cette étude.

#### Devenir des doctorant.es du laboratoire Environnement Ville Société (source EVS)



- C2. Les résultats du devenir des docteurs font l'objet d'une communication, dans une perspective de valorisation du doctorat auprès des candidats potentiels et des milieux socio-professionnels.

Les résultats des enquêtes sont disponibles en ligne, sur le site de l'UDL.

Des données sur l'avenir professionnel des docteur.es sont communiquées dans les journées d'information auprès des étudiant.es de master. Par exemple, dans les journées « Choisir le doctorat et le financer », organisées chaque année à l'Université Lyon 2, par la conseillère emploi et compétences des doctorant.es et des docteur.es au sein de la Direction de la Recherche et des Ecoles Doctorales de cet établissement.

## DOMAINE 4 : LE PILOTAGE ET L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LA FORMATION DOCTORALE

Référence 13 : La formation doctorale est soutenue et dynamisée par la politique de l'établissement en matière de ressources humaines et d'allocation des moyens.

- C1. La politique de l'encadrement doctoral, définie dans le périmètre de la formation doctorale, répond à des critères clairs et partagés.

En 2023-2024, 249 personnes habilitées à diriger des recherches étaient associées à l'ED, dont 162 personnes qui dirigeaient au moins une thèse (on ne compte pas ici les co-directions). Elles étaient respectivement 256 et 180 en 2019/2020 (cf. Données DC 4a et 4b), soit des effectifs en légère augmentation.

En 2023-2024, si l'on intègre maintenant les co-directions (rappelons que 208 des 504 doctorats sont en co-direction, soit 41,3 %), 94 directeur.trices de thèse encadrent une thèse ou plus, 39 encadrent deux thèses, 28 encadrent 3 thèses, 24 encadrent 4 thèses ou plus (cf. Données DQT 13-1a à 1d). Le nombre le plus élevé de doctorants suivis par un.e même directeur.trice de thèse a baissé : 11 en 2019/2020, 2020/2021 et 2021/2022, 9 en 2022/2023, 7 en 2023/2024 (cf. Donnée DQT 13-1e à 1d).

On précisera ici que le Règlement intérieur de l'ED (article 6) validé en novembre 2024 préconise :

- un maximum de 8 thèses dirigées (co-directions et co-tutelles incluses, quelles que soient les quotités d'encadrement) ;
- un maximum de 3 thèses co-dirigées pour les chercheur.es ou enseignant.es-chercheur.es non HDR.

En plus de la fixation de ces nouveaux maxima, l'ED et les unités de recherche poussent – en vue d'une amélioration du suivi doctoral – à une réduction du nombre d'encadrements par direction de thèse, notamment au-delà de cinq. En parallèle de cette baisse du nombre d'encadrant.es dirigeant plus de cinq thèses, on observe une augmentation significative du nombre de co-directions, co-encadrements.

- C2. La politique de ressources humaines de l'établissement, en matière de recrutement, de promotion et de reconnaissance des activités, tient compte des besoins de la formation doctorale et contribue à dynamiser celle-ci.

L'Université Lyon 2, établissement support de l'ED, accorde une décharge d'enseignement de 72 heures pour la direction de l'ED (cf. Donnée 13-2a).

Elle a affecté une gestionnaire administrative pour les missions de secrétariat de l'ED, pour une quotité de 50 % de son temps de travail.

- C3. Les encadrants (directions de thèse et co-encadrants) rattachés à l'école doctorale et les personnels d'appui de celle-ci bénéficient d'une politique d'incitation et de soutien à la mobilité entrante et sortante de l'établissement, qui contribue à l'internationalisation de la formation doctorale.

Les politiques d'incitation et de soutien aux mobilités internationales relèvent des établissements. Elles ne sont pas spécifiques aux encadrant.es de thèse mais concernent l'ensemble des chercheur.es et enseignant.es-chercheur.es, ainsi que, dans certains cas, les personnels d'appui aux missions, par exemple au travers de dispositifs Erasmus+.

- C4. Les encadrants (directions de thèse et co-encadrants) rattachés à l'école doctorale bénéficient d'une politique de soutien, d'accompagnement et de formation.

Les encadrant.es de thèse bénéficient de l'offre de formations de l'Université de Lyon (par exemple sur la prévention des VSS, la science ouverte, l'éthique et l'intégrité scientifique), de leur établissement d'affectation et/ou du CNRS pour celles et ceux qui relèvent des UMR. Les nouveaux.velles encadrant.es sont invité.es en début d'année civile à une réunion de présentation de l'ED. Précisons qu'une formation à l'encadrement doctoral a été mise en place par certains établissements (par exemple, l'INSA de Lyon

qui ouvre sa formation à d'autres écoles), d'autres établissements envisagent de mettre en place une formation équivalente.

- C5. La formation doctorale dispose de moyens financiers qu'elle suit et maîtrise au regard de ses objectifs et de ses résultats.

La dotation de l'ED (qui est calculée par l'Université de Lyon selon le schéma de répartition suivant : socle fixe de 12 000 euros par ED et part variable en fonction des effectifs de D1 à D5) est en forte baisse (12 %) sur la période 2019-2024 :

Année	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Budget de l'ED en euros	38307	36531	36604	36604	34770	33729

Comme évoqué plus haut, **ce budget ne permet pas de satisfaire toutes les demandes de financement des doctorant.es** (cf. Référence 8, C4) **et ne permet pas de développer une offre de formations à la hauteur des effectifs et des besoins des doctorant.es de l'ED**, en faisant intervenir des formateurs.trices extérieures ou en rémunérant des intervenant.es du site (cf. Domaine 1, Référence 3, C2).

Le point faible identifié par le HCERES en 2019-2020 (des moyens humains et matériels accordés à l'ED toujours insuffisants) et la recommandation attenante (faite aux établissements de « s'engager avec résolution dans une programmation pluriannuelle visant à l'amélioration de ces moyens ») n'ont pas été pleinement pris en compte.

Soulignons ici que le soutien financier des établissements à la formation doctorale ne se limite toutefois pas au budget alloué à l'ED. Il inclut le nombre de contrats doctoraux attribués chaque année, les dotations annuelles aux unités de recherche (prenant en compte le nombre de doctorant.es et le nombre de soutenances annoncé dans l'année), le soutien à des laboratoires junior, l'équipement informatique des doctorant.es, les programmes de soutien à la mobilité internationale des doctorant.es, la participation à la prise en charge des frais pour les jurys de thèse, le soutien à des événements scientifiques portés par des doctorant.es, l'allocation de moyens humains pour le secrétariat de l'ED et la gestion administrative des doctorant.es, la décharge de service pour la direction de l'ED, ... **Par rapport au quinquennal précédent, les ressources humaines et techniques de fonctionnement de l'ED ont été stabilisées. Il n'en est malheureusement pas de même pour les moyens financiers attribués à l'ED.**

#### Référence 14 : La formation doctorale s'appuie sur un processus d'évaluation interne et d'amélioration continue.

- C1. L'école doctorale organise l'évaluation de la formation doctorale, dans ses différentes dimensions, par les doctorants.
- et C2. La formation doctorale analyse les résultats de l'évaluation de la formation doctorale, dans ses différentes dimensions, et propose des actions correctives en vue de l'évolution de cette dernière, en s'appuyant sur son conseil.

Il n'y a pas de processus standardisé (i.e via un questionnaire) d'évaluation interne de l'ensemble de la formation doctorale, mais l'évaluation est bien continue et se déploie à toutes les échelles de cette formation :

- dans les conseils des unités de recherche et via l'évaluation HCERES quinquennale des unités ;
- dans le conseil de l'ED (où sont représentés tous les établissements, où sont invité.es tou.tes les gestionnaires de scolarité) : des échanges ont lieu à chaque conseil sur les principaux éléments de fonctionnement (déroulement des CSI, des jurys d'attribution des contrats doctoraux, des commissions pédagogiques de mention) sur la base première des retours des représentant.es des doctorant.es.
- dans les instances centrales des établissements, notamment les commissions recherche et les conseils des directions de composantes, où siègent les directions d'unité de recherche, la direction de l'ED ou bien les correspondant.es de l'ED dans chaque établissement.
- au sein du collège doctoral.

Ces différents lieux permettent d'échanger sur les principales difficultés rencontrées et sur les bonnes pratiques à mettre en place. Ces dernières années, ce sont surtout des débats autour de la charte du doctorat, de la mise en œuvre de l'arrêté de 2022, du passage à ADUM, de la prévention des VSS qui

ont été approfondis. Les perspectives principales pour le quinquennat à venir devraient porter sur la structuration institutionnelle du site, les enjeux d'intégrité scientifique et du développement de l'intelligence artificielle, la refonte de la convention individuelle de formation, l'enjeu de développer ou non les co-encadrements en parallèle des co-directions, l'implication éventuelle des ED dans les dispositifs tenant aux HDR.

On ajoutera que les modules de formation font l'objet d'une évaluation, via un questionnaire établi par les animateurs.trices de la formation ou par ADUM, à défaut via un questionnaire établi par le secrétariat de l'ED et transmis aux animateurs.trices des formations labellisées par le conseil de l'ED.



## DOMAINE 5 : LES ORIENTATIONS MAJEURES POUR LE PROCHAIN CONTRAT QUINQUENNAL

**Les orientations majeures pour le prochain quinquennal sont à décliner et devront être développées à plusieurs niveaux :**

- celui de la COMUE Université de Lyon et du collège doctoral, à travers la délimitation d'instituts thématiques et réseaux disciplinaires, à travers aussi les échanges entre l'ED Sciences Sociales et les dix-sept autres ED du site.
- celui de chacun des sept établissements co-accrédités et deux établissements associés.
- celui de l'ED Sciences Sociales.
- celui de chacune des vingt structures de recherche.

**Voici les trois priorités du prochain contrat quinquennal qui ont été identifiées par l'ED, les établissements et les structures de recherche.**

### - **Renforcer la qualité de suivi des doctorant.es**

« L'excellence de l'adossement renforcée par un périmètre d'unités de recherche exerçant un réel encadrement doctoral » était un des points forts relevés par le HCERES en 2019. Nous pensons que ce point fort a été consolidé et qu'il doit l'être encore les prochaines années. Avec les enjeux suivants :

Garantir les moyens financiers de la formation doctorale, via notamment les attributions budgétaires de l'Ecole Doctorale et des unités de recherche, l'attribution de contrats doctoraux d'établissement, les soutiens à la mobilité internationale.

Maintenir l'articulation Unités de recherche / Ecole Doctorale, en ce qui concerne la conduite des campagnes annuelles de CSI, le suivi rapproché des doctorant.es rencontrant des difficultés, la labellisation d'ateliers de recherche organisés dans et par les laboratoires, le co-financement des activités de communication des doctorant.es.

Poursuivre la recherche et la diversification des sources de financement, tout en laissant encore ouverte – dans certains établissements – la possibilité de faire des thèses sans financement dédié (une possibilité essentielle car elle permet à des enseignant.es du secondaire d'engager des thèses).

Continuer la politique visant à réduire le nombre de thèses très longues, au-delà de deux années dérogatoires (D5 pour les thèses financées, D8 pour les thèses non financées), surveiller la durée médiane des thèses.

Prêter une attention particulière aux risques d'abandons en informant mieux en amont sur les exigences des cursus doctoraux, en identifiant les signaux d'alerte perceptibles au moment de l'entrée en thèse et au fil du cursus (via les CSI).

Veiller à la capacité d'encadrement scientifique (nombre de chercheur.es HDR, dérogations pour les co-directions de thèse, respect du nombre maximal d'encadrements).

Consolider le suivi statistique des docteur.es qui relève des prérogatives du service des études doctorales de l'Université de Lyon.

### - **Repenser l'offre des formations**

C'est là une exigence majeure, notamment dans un contexte de réduction des moyens financiers de l'Université de Lyon qui portait jusque-là le catalogue des formations transversales.

Il convient d'abord de réfléchir avec l'UdL et les établissements aux moyens de reconduire l'offre existante, essentielle sur les questions transversales de formation à l'Ethique de la recherche et de poursuite de carrière. Le Mooc Ethique de la recherche pourra-t-il être réactualisé ?

L'enjeu est aussi de renouveler l'offre de formations des doctorant.es et des encadrant.es autour des sujets de la science ouverte, de l'Intelligence Artificielle, de la protection des données (RGPD), des humanités numériques.

Un autre enjeu est de parvenir à plus mobiliser les chercheur.es du site dans l'offre de formations. Ne serait-il pas possible de prévoir un volume d'heures chaque année qui pourraient être comptabilisées dans les services des enseignant.es-chercheurs ?

Un autre enjeu sera de réfléchir aux validations des compétences avec des ECTS. Cela permettra :

- pour les doctorant.es, de réfléchir la constitution de leur portfolio, en lien avec des compétences bien identifiées ;
- pour l'ED et les encadrant.es, de repenser la politique de la formation en lien avec les attendus professionnels.

Cela pourra se faire avec les services dédiés dans les établissements, en formation initiale et en formation continue. Une perspective envisagée à court terme est d'organiser des ateliers sur les portfolios auprès des doctorant.es.

Un autre enjeu tenant aux formations sera celui de généraliser l'évaluation des formations et d'établir un « questionnaire d'évaluation de la formation doctorale dans toutes ses dimensions » qui n'existe pas pour le moment.

#### - **Développer les interfaces Science / Société**

C'est une autre exigence majeure que nous avons identifiée, pour diversifier les financements des doctorant.es (CIFRE, COFRA, contrats doctoraux de droit privé), ouvrir les recherches doctorales aux préoccupations sociétales, renforcer l'insertion professionnelle des jeunes docteur.es (et aussi des doctorant.es abandonnant leur thèse), et plus largement décloisonner la recherche scientifique entre le milieu académique et les autres milieux professionnels, repenser les formats de la recherche en sciences sociales.

La formation doctorale menée dans le périmètre de l'ED Sciences Sociales est déjà assez avancée en termes de réflexions et de pratiques sur les recherches partenariales, participatives, citoyennes, contributives, d'intervention. C'est une ouverture à prolonger et à renouveler à l'échelle territoriale locale (en lien avec l'UdL et les autres établissements du site non rattachés à l'ED : on pense notamment aux universités de médecine).

C'est une démarche à penser ensemble – Unités de recherche, ED, établissements – avec les vice-présidence Recherche et Sciences / Société des établissements co-accrédités et associés, au sein des dispositifs (Boutique des Sciences par exemple) et projets existants (LYSIERES<sup>2</sup> par exemple).

Un enjeu est de renforcer nos partenariats actuels (cf Référence 4) avec notamment les collectivités locales et les cabinets d'études et de conseil en architecture, conditions de travail, recherches archéologiques, mais aussi de développer de nouveaux partenariats. La présence de personnalités extérieures diverses dans le conseil de l'ED (musées, Grand Lyon La Métropole, Agences d'urbanisme, ...) devrait être un appui pour ce développement, comme la présence des personnalités extérieures dans les instances des établissements.

Une autre voie de développement des interfaces Science / Société est la promotion du doctorat en VAE. 2 doctorats en VAE ont été soutenus entre 2019 et 2024 dans le périmètre de l'ED, 3 établissements portent ce dispositif. Nul doute que ce dispositif peut être développé, ce qui nécessitera un travail d'information auprès des publics potentiels et de communication auprès des collègues directeurs.trices de thèse.

## **ANALYSE SWOT :**

L'analyse SWOT finale sera établie, en conseil de l'ED le 27 mai 2025, sur la base des retours des établissements.